



ÉVALUATION DES BESOINS EN INFORMATION AGRICOLE DANS LES ÉTATS DU GROUPE AFRIQUE-CARAÏBES-PACIFIQUE (ACP)

Afrique de l'Ouest : Rapport régional de synthèse

Rapport final

Préparé par :

Yawo ASSIGBLEY

Pour le compte du

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

Projet no : 4-7-41-254-7/a

Mai 2009



ÉVALUATION DES BESOINS EN INFORMATION AGRICOLE DANS LES ÉTATS DU GROUPE AFRIQUE-CARAÏBES-PACIFIQUE (ACP)

Afrique de l'Ouest : Rapport régional de synthèse

Rapport final

Préparé par :

Yawo ASSIGBLEY

Pour le compte du

Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)

Projet no : 4-7-41-254-7/a

Mai 2009

Notice légal

Ce rapport à été commandité par le CTA afin d'affiner sa connaissance des besoins en information des pays ACP. Le CTA ne peut en aucun cas se porter garant de la fiabilité des données, incluses dans le rapport, ni prendre la responsabilité des usages qui pourraient en être faits. Les opinions exprimées ici sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du CTA. Le CTA se réserve le droit de sélectionner des projets et des recommandations portant sur son mandat.

(ACP-UE) Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA)
Agro Business Park 2
6708 PW Wageningen
Pays-Bas
Site web : www.cta.int
E-mail : cta@cta.int

Remerciements

Le présent rapport régional de synthèse a été rendu possible grâce à la contribution et au dévouement des Consultants nationaux des 13 pays de l'Afrique de l'Ouest qui, malgré l'intensité et la densité du travail sur le terrain, ont pu donner le meilleur d'eux-mêmes pour produire des rapports nationaux acceptables. Qu'ils trouvent ici mes sincères remerciements pour la bonne ambiance de collaboration qui s'est instaurée entre nous. C'était un réel plaisir pour moi d'avoir travaillé avec eux pour la réalisation de cette importante étude sur les besoins en informations agricoles en Afrique de l'Ouest. Je n'oublie pas aussi les trois autres Consultants nationaux qui ont déjà préparé leurs rapports pays au cours des précédentes études. Qu'ils trouvent ici toute ma gratitude pour le travail accompli.

Mes vifs remerciements vont également à :

- Dr Ibrahim Khadar, Chef du Département de la Planification et Services Communs du CTA ; et
- Mme Christine Webster, Chef Adjoint du Département de la Planification et Services Communs du CTA

pour la confiance qu'ils m'ont accordée pour coordonner cette étude et surtout pour le soutien permanent dont ils ont fait preuve envers moi tout au long des activités de ladite coordination.

Liste des sigles et abréviations

ACP-UE	Afrique-Caraïbes-Pacifique
ADSL	Asymmetric Digital Subscriber Line - liaison numérique à débit asymétrique
APE	Accord de Partenariat Économique
BAD	Banque Africaine de Développement
BM	Banque Mondiale
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CTA	Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA)
DSI	Diffusion sélective de l'information
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GIC	Gestion de l'Information et de la Communication
ICS-Nigeria	Information and Communication Support for Agricultural Growth in Nigeria
LAN	Local Area Network
ONASA	Office national d'appui à la sécurité alimentaire (Bénin)
PIB	Produit intérieur brut
PNASA	Projet National d'Appui au Secteur Agricole (Bénin)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SIG	Système d'Information Géographique
SIM	Système d'Information Marketing
SITAR	Système d'information technologique agricole et rural (Sénégal)
SQR	Service Questions-Réponses (CTA)
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UE	Union Européenne
ZEE	Zone Économique Exclusive

TABLE DES MATIERES

Remerciements.....	ii
Liste des sigles et abréviations	iii
Résumé analytique.....	vi
1. INTRODUCTION	1
1.1. Information de base.....	1
1.2. Objets de l'étude.....	1
1.3. Méthodologie	2
1.4. Résultats escomptés.....	2
1.5. Hypothèses et limitations	3
2. PROFIL DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE DE L'OUEST	4
2.1. Brève description de l'agriculture et des récents développements	4
2.1.1. Agriculture	4
2.1.2. Pêche.....	6
2.1.3. Ressources forestières.....	7
2.1.4. Elevage/pastoralisme	7
2.2. Brève description des infrastructures des TIC et des récents développements	8
3. SYNTHESE DE LA SITUATION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL	13
3.1. Cadre institutionnel réglementaire et politique	13
3.2. Aspects opérationnels	13
3.2.1. Description des services d'information agricole.....	13
3.2.2. Sources d'information.....	14
3.2.3. Produits et services d'information fournis	15
3.2.4. Capacité de gestion de l'information et de la communication	16
3.3. Interventions au niveau de l'information et de la communication agricole et rurale.....	16
4. SYNTHESE DES BESOINS INSTITUTIONNELS.....	18
4.1. Besoins en information agricole	18
4.2. Besoins en renforcement des capacités.....	20
4.3. Feedback sur l'utilisation des produits et services du CTA.....	23
5. CONCLUSIONS	24
5.1. Conclusions des rapports pays	24
5.1.1. Besoins en informations	24
5.1.2. Besoins en renforcement des capacités	24
5.1.3. Points de vue sur les produits et services du CTA.....	24
5.1.4. Potentielles institutions partenaires stratégiques	25
5.2. Conclusions du Coordinateur régional	25
5.2.1. Besoins en information agricole.....	25
5.2.2. Besoins en renforcement des capacités	25

5.2.3.	Produits et services du CTA	26
5.2.4.	Potentielles institutions partenaires stratégiques	26
6.	RECOMMANDATIONS	27
6.1.	Recommandations des rapports pays.....	27
6.1.1.	Besoins en informations	27
6.1.2.	Besoins en renforcement des capacités	27
6.1.3.	Produits et services du CTA	27
6.1.4.	Potentielles institutions partenaires stratégiques	28
6.2.	Recommandations du Coordinateur régional.....	28
	ANNEXES	30
	Annexe 1 : Termes de Référence.....	31
	Annexe 2 : Liste des partenaires potentiels recommandés par les Consultants nationaux.....	38
	Annexe 3 : Liste et adresses des Consultants nationaux	45
	Annexe 4 : Références bibliographies	47

Résumé analytique

Introduction

Conscient de l'important rôle que jouent aujourd'hui l'information et la communication dans les prises de décision, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles nationales, le Centre Technique de Coopération Agricole (CTA) a entrepris systématiquement depuis 2003 des études d'évaluation des besoins en informations agricoles dans l'ensemble des régions ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).

Ces études sont une réponse directe aux appels lancés au CTA, suite aux évaluations de ses produits, services et programmes, afin qu'il procède à des choix plus stratégiques dans la mise en œuvre de son propre agenda et réponde à la demande des ses clientèles. Elles se réalisent également dans un contexte où la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest est engagée dans des stratégies de réduction de la pauvreté en insistant sur des politiques sous-régionales comme la politique agricole commune de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Objets de l'étude

L'étude s'attachera en Afrique de l'Ouest à :

- passer en revue les principaux services et les acteurs du secteur de l'agriculture (en matière d'offre d'informations), en mettant l'accent sur leurs atouts, leurs points faibles et les opportunités de collaboration avec le CTA ;
- identifier les besoins des acteurs clés et des principaux partenaires stratégiques pour les produits et services du CTA, en termes d'informations agricoles et de renforcement des capacités de GIC ;
- identifier de potentielles institutions partenaires stratégiques pour les activités et services du CTA (en accordant une attention particulière à des entités telles que les organes de presse, les maisons d'édition, les stations radiophoniques, les chaînes de télévision et les réseaux de journalistes) ;
- élaborer des données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans le pays concerné pour faciliter les activités ultérieures de suivi et de mise à niveau.

Résultats escomptés

Les résultats attendus de cette étude dans chaque pays sont :

- une description et une analyse de l'état des infrastructures, des services d'information et des capacités de GIC des institutions impliquées dans l'agriculture et le développement rural ;
- une identification des besoins en termes d'information et de renforcement des capacités de la GIC pour les principales institutions et les potentiels partenaires clés du CTA présents dans le secteur du développement agricole et rural ;
- une identification de potentielles institutions partenaires stratégiques pour les activités et services du CTA (en accordant une attention particulière à des entités telles que les organes de presse, les maisons d'édition, les stations radiophoniques, les chaînes de télévision et les réseaux de journalistes) ;
- une compilation de données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans l'agriculture et le développement rural pour un meilleur suivi de la situation

Méthodologie

L'étude en Afrique de l'Ouest a commencé par une réunion de pré-briefing du Coordinateur régional avec la Coordinatrice générale à Wageningen (Pays-Bas) en juillet 2007 pour échanger leurs points de vue sur les documents et instruments utilisés dans les précédentes études et surtout pour harmoniser et améliorer leur contenu par rapport à la situation existante en Afrique de l'Ouest.

Ces principaux documents et instruments de base ont ensuite été présentés lors d'une réunion d'information organisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 2007 aux consultants nationaux identifiés pour mener ces études au niveau de leur pays respectifs. Le but de cette réunion à laquelle ont participé 10 Consultants nationaux en provenance du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée Conakry, du Mali, du Niger, du Nigéria, du Sénégal et du Togo, est de faire adopter à tous les Consultants nationaux une méthodologie commune de recherche sur le terrain et de rédaction du rapport pays. Les Consultants nationaux du Cap Vert, du Libéria et de la Mauritanie ont eu une réunion d'information similaire conduite par le Coordinateur régional à Lomé (Togo) en janvier 2008.

Munis de ces documents et instruments de base, les 13 Consultants nationaux ont procédé dans leurs pays respectifs dans un premier temps à la conduite des activités suivantes : (1) revues de littérature des principaux documents relatifs à l'agriculture; (2) présélection des institutions à interviewer selon la typologie et les critères définis dans les documents de travail. Ensuite ils ont fait des recherches terrain au cours desquelles 303 institutions ont été interviewées. Les rapports pays ont été enfin rédigés selon le canevas établi au cours de la période allant de septembre 2007 à décembre 2008. Tout au long de cette période, des communications et échanges soutenus ont été entretenus et maintenus entre le Coordinateur régional et les Consultants nationaux par email et dès fois par téléphone.

Conclusions

Conclusions des rapports pays

Besoins en informations

Selon les conclusions des consultants, les besoins en information agricole sont très variés et spécifiques d'une institution à l'autre et sont relatifs à tous les aspects mêmes les plus insignifiants des informations d'ordre général relatives au développement rural, des informations techniques et les informations économiques. Que ce soient les institutions publiques, les ONG, les médias ou encore les institutions privées, elles n'expriment pas les mêmes préoccupations et besoins en matière de satisfaction et de fourniture de l'information agricole, ces derniers étant reliés à leurs activités spécifiques. Mais en procédant à une synthèse des besoins, on se rend compte de la similitude entre les différents besoins par pays.

L'un de ces besoins communs sur lequel se sont greffés tous les autres est la libre circulation et l'accès à l'information agricole qui, bien qu'existant à profusion dans certains pays, comme le Sénégal, le Ghana, le Nigéria, le Burkina Faso, etc., rencontre d'énormes difficultés dans le cadre de son organisation et de sa mise à la disposition des clientèles

Besoins en renforcement des capacités

Les conclusions des rapports pays à ce niveau visent surtout la mise à disposition des institutions des moyens dont elles ont besoin pour rendre disponible l'information agricole appropriée pour leurs activités ainsi qu'à en faciliter l'accès et son utilisation par les clientèles finales. Pour ce faire, l'un des besoins le plus communément exprimé est lié au manque ou à l'insuffisance de ressources financières.

Les autres besoins importants sont relatifs à la formation en GIC et TIC du personnel chargé de l'information et à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie nationale de gestion de l'information et de la communication agricole.

Points de vue sur les produits et services du CTA

Les rapports soulignent que les produits et services du CTA sont bien connus et appréciés par les institutions publiques qui le plus souvent les reçoivent et les utilisent. Les produits les plus appréciés sont les publications (Spore entre autres), les différents cours de formation, ateliers et séminaires et les programmes DORA, la DSI et le SQR (dans les pays où le SQR existe).

Par contre, certains rapports mettent en exergue les insuffisances constatées par les institutions dans l'utilisation des produits et services du CTA. Il s'agit en l'occurrence des délais de livraison trop longs dans la fourniture des publications demandées, le faible nombre de cours de formation en français en l'occurrence sur les TIC, les absences ou lenteurs de réaction aux sollicitations des institutions.

Quant aux institutions qui ne les reçoivent pas, notamment les ONG, les médias, et les institutions du secteur privé et parapublic, elles n'ont aucune connaissance du CTA. Mais quand au cours des interviews, les consultants leur ont présenté ces différents produits et services, elles ont manifesté un vif désir d'en bénéficier. D'où le besoin exprimé dans les rapports pour qu'une sensibilisation sur les activités, les produits et services du CTA soit organisée dans tous les pays.

Potentielles institutions partenaires stratégiques

En tenant compte des critères définis dans les documents de base, à savoir - le mandat dans le domaine agricole et le développement rural, le public cible, la qualité des activités menées et la couverture spatiale des institutions - et en fonction des points forts et faibles des analyses institutionnelles, les consultants ont choisi un certain nombre d'institutions devant servir de partenaires potentielles et stratégiques du CTA. Il faut faire remarquer que ces choix ont été faits dans toutes les catégories d'institutions : publiques, privées, d'associations de femmes, de paysans et de jeunes, d'ONG et des médias.

Ce nombre variant d'un pays à l'autre, se situe dans une fourchette de 4 institutions pour la Sierra Léone, le Cap Vert et la Guinée Bissau à 25 institutions pour le Nigéria. Ces institutions sont compilées en Annexe 2.

Conclusions du Coordinateur régional

Besoins en informations

La variété des besoins des institutions en informations agricoles démontre que toutes ces institutions rencontrent de sérieuses difficultés dans la satisfaction de ces besoins essentiels pour l'accomplissement de leurs activités. Cette situation montre clairement le peu d'intérêt que les autorités semblent accorder aux questions de l'information agricole dans leurs différentes politiques de développement rural.

L'autre constat relevé par le Coordinateur régional est que cet exercice d'études des besoins en informations agricoles des principaux acteurs de l'agriculture et du développement rural en Afrique de l'Ouest est parmi le tout premier du genre dans les 16 pays. Mais paradoxalement aucun autre rapport, excepté celui du Mali, n'a exprimé ce besoin particulier qui devrait être le point de départ de toute politique et stratégie en matière de gestion de l'information et de la communication au niveau de chaque pays.

Cette initiative du CTA permettra dans un premier temps de disposer de données plus ou moins fiables sur les besoins en informations agricoles et les différents problèmes des institutions impliquées dans le développement rural de cette sous-région ouest africaine dont le CTA peut se saisir pour redynamiser l'utilisation de ses produits et services.

Néanmoins, le Coordinateur régional voudrait bien faire remarquer qu'il existe au niveau de chacun des 16 pays de l'Afrique de l'Ouest d'énormes et pertinentes informations sur le secteur agricole qui, si elles étaient bien organisées, permettraient une libre circulation de l'information pour un développement harmonieux de l'agriculture.

Besoins en renforcement des capacités

L'un des problèmes le plus couramment mentionné par les institutions est le manque de ressources financières comme si sans une volonté politique manifeste des autorités nationales pour développer le secteur de l'information et de la communication agricole, l'existence à profusion de l'argent pourrait tout régler. Il donc est important d'insister plutôt sur le besoin d'une prise de conscience des autorités sur l'importance et le rôle de l'information dans toute prise de décision et de définition de politiques et de stratégies de développement du secteur agricole. C'est une fois que cette prise de conscience est acquise et partagée par les autorités que le renforcement des capacités en ressources financières, humaines, matérielles, techniques et technologiques pourrait aider à mettre en place une politique et une stratégie nationale de développement harmonieux de l'information agricole.

Produits et services du CTA

Avec toute cette gamme de ses produits, services, activités et programmes, le CTA devrait être l'un des pionniers du développement de l'information agricole et de la satisfaction des principaux besoins d'information des acteurs clés du secteur agricole dans la sous région ouest africaine. Mais comme le soulignent la plupart des rapports pays, il est peu connu dans bon nombre d'institutions interviewées. Ce qui doit l'inciter à accroître sa visibilité dans tous les pays par des actions concrètes de sensibilisation sur ses produits et services.

Potentielles institutions partenaires stratégiques

Les partenaires potentiels sont choisis dans chaque pays en fonction de leurs rôles et contributions qu'ils pourraient apporter à une collaboration étroite avec le CTA dans la satisfaction des besoins en information des communautés rurales. Ils constituent en fait des points focaux sur lesquels le CTA pourrait se baser pour diversifier et améliorer l'utilisation de ses produits et services.

Recommandations

Recommandations des rapports pays

Besoins en informations

Les principales recommandations à ce niveau sont relatives à :

- la libre circulation et l'accès à l'information agricole;
- l'amélioration des collections de l'information générale sur l'agriculture ;
- l'amélioration des collections de l'information technique et spécifique ;
- l'amélioration des collections de l'information économique ;
- l'échange et au partage de l'information et du savoir-faire ;
- l'édition et diffusion des connaissances et publications;
- des publications en langues nationales;
- l'étude des besoins en information agricole.

Besoins en renforcement des capacités

Ces recommandations concernent :

- l'élaboration d'une politique et stratégie de GIC au niveau de chaque pays ;
- la formation du personnel de l'information en stratégie de la gestion de l'information et de la communication ;
- la formation en TIC (Internet, création de sites web, SIG etc.) ;
- la fourniture d'équipement en TIC (Connexion à Internet, LAN, Bandwidth et en GIC) ;
- le développement et la mise en place des radios rurales ;
- la provision d'un budget de fonctionnement et le financement des programmes et activités de GIC ;
- la sensibilisation des autorités nationales sur l'importance de la GIC ;
- la formation en méthodologie participative ;
- la capitalisation et la gestion des connaissances et des savoirs.

Produits et services du CTA

Les recommandations à ce niveau sont essentiellement faites à l'endroit du CTA pour qu'il :

- organise des actions ciblées et accrues de sensibilisation dans chaque pays sur ses activités, programmes, produits et services afin d'accroître sa visibilité;
- augmente le nombre de participations a ses séminaires et ateliers en faveur des principales institutions intervenant dans le secteur agricole dans certains pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal qui ont exprimé ces besoins.

Potentielles institutions partenaires stratégiques

Il est recommandé au CTA de renforcer sa collaboration à l'endroit des institutions avec lesquelles il coopère déjà et d'initier rapidement des contacts avec les autres qui ne sont pas encore ses partenaires afin de définir avec elles des axes stratégiques de coopération.

Recommandations du Coordinateur régional

En complément aux recommandations formulées dans les rapports pays et compte tenu des stratégies développées et des plans d'actions proposés par les consultants, le Coordinateur régional voudrait formuler à l'endroit du CTA des recommandations dans cinq domaines principaux :

- Marketing ;
- Gestion de l'information et de la communication ;
- Technologies de l'information et de la communication ;
- Coopération avec les institutions partenaires ;
- Formation.

Dans le domaine du marketing, les recommandations sont les suivantes :

- Combiner et faire la synthèse des résultats de l'ensemble de ces études d'évaluation des besoins en information agricole et ceux de l'étude sur le rayon d'action et l'impact des 8 projets, produits et services du CTA, récemment conduite, pour élaborer une stratégie globale marketing du CTA devant déboucher sur un plan marketing adéquat. La mise en œuvre de ce plan marketing permettra au CTA de repositionner ses différents programmes, projets, produits et services et de leur donner une orientation marketing par rapport aux besoins spécifiques de ses partenaires réels et potentiels afin de maximiser et d'augmenter leur taux de satisfaction;
- Développer une stratégie cohérente de communication comprenant des actions concrètes de promotion, de publicité et de relations publiques à travers les médias

et en utilisant les TIC pour : (1) faire connaître dans tous les pays ACP ses produits et services ; (2) atteindre et augmenter la clientèle du CTA à travers les pays ACP et UE ; (3) sensibiliser les décideurs et les gouvernants sur le rôle prépondérant de la gestion de l'information agricole dans l'augmentation de la production agricole de leur pays ;

- Mettre en place une stratégie d'audit marketing pour générer un système d'information marketing (SIM) qui permettra d'évaluer périodiquement l'impact, la performance et la pertinence des produits et services du CTA par rapport aux besoins réels des institutions partenaires ;
- Organiser des séminaires et ateliers de formation en marketing de l'information agricole à l'intention du personnel chargé de l'information dans ses différentes institutions partenaires, car il y a presque une quinzaine d'années que le CTA n'a plus tenu ce genre de formation.

En matière de la gestion de l'information et de la communication, les principales recommandations sont :

- Aider les différents pays de l'Afrique de l'Ouest à conduire des études approfondies pour évaluer les besoins spécifiques en information agricole des principaux acteurs du développement rural ;
- Assister les différentes institutions partenaires potentielles à travers leurs gouvernements respectifs à formuler et à mettre en œuvre des stratégies et politiques cohérentes de gestion de l'information et de la communication afin d'accroître le rôle de l'information dans la prise de décisions ;
- Inciter les institutions partenaires à former et/ou redynamiser dans chaque pays les réseaux nationaux d'information agricole en vue d'une libre circulation et de diffusion de l'information et de partage d'expériences et de connaissances.

Pour les technologies de l'information et de la communication, tous les rapports ont mentionné que des politiques nationales sont déjà élaborées ou en voie d'élaboration. Les recommandations du Coordinateur régional au CTA sont :

- Aider les pays dont les politiques sont déjà élaborées à les mettre rapidement en pratique et d'assister les autres pays à finaliser les leurs et les mettre en œuvre ;
- Pourvoir au renouvellement de certains équipements obsolètes dans les institutions partenaires.

Pour maintenir une bonne relation de coopération avec les institutions partenaires, il est recommandé au CTA de mettre en place une stratégie cohérente d'information et de diffusion de ses programmes, projets, produits et services aux différents types de clientèles dans tous les pays ACP.

Dans le domaine de la formation, il est recommandé au CTA, les actions suivantes :

- Renforcer et diversifier les formations actuellement organisées par le CTA en gestion de l'information et de la communication (GIC) tant à l'intention des institutions partenaires identifiés dans les 16 pays qu'aux autres gestionnaires de l'information agricole de l'Afrique de l'Ouest ;
- Organiser pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest la version française du séminaire « Investing in Information for Development ».

1. INTRODUCTION

1. Conscient de l'important rôle que jouent aujourd'hui l'information et la communication dans les prises de décision, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles nationales, le Centre Technique de Coopération Agricole (CTA) a entrepris systématiquement depuis 2003 des études d'évaluation des besoins en information agricole dans l'ensemble des régions ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique).
2. Ces études sont une réponse directe aux appels lancés au CTA, suite aux évaluations de ses produits, services et programmes, afin qu'il procède à des choix plus stratégiques dans la mise en œuvre de son propre agenda et réponde à la demande des ses clientèles. Elles se réalisent également dans un contexte où la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest est engagée dans des stratégies de réduction de la pauvreté en insistant sur des politiques sous-régionales comme la politique agricole commune de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

1.1. Information de base

3. Créé en 1983 dans le cadre des accords entre les pays ACP-UE, le CTA a pour mission de promouvoir les capacités des États ACP à produire, échanger et exploiter les informations pour le développement agricole et rural et d'améliorer surtout l'accès des différents utilisateurs de ces pays à l'information.
4. Pour ce faire, le CTA qui fournit des services et des produits divers dans les domaines évoqués, a élaboré un nouveau plan stratégique 2007-2010 faisant de l'accès à l'information agricole et rurale un objectif majeur dans sa coopération avec les pays ACP. Cette stratégie englobe une bonne gestion de l'information et la communication (GIC) à travers une utilisation judicieuse des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et des médias.
5. C'est dans le cadre de ce plan stratégique que s'inscrit cette étude des besoins en informations agricoles en Afrique de l'Ouest qui vise à combler les lacunes liées à l'accès à l'information pour les clientèles dans cette sous-région.

1.2. Objets de l'étude

6. L'étude des besoins en informations agricoles en Afrique de l'Ouest devra aider le CTA à : (1) améliorer et mieux cibler ses interventions et activités en faveur des partenaires et bénéficiaires potentiels (notamment les femmes, les jeunes, le secteur privé et les organisations de la société civile) ; (2) avoir un tableau plus détaillé de leurs besoins, mettre au point une stratégie adaptée et élaborer un cadre d'action en conséquence. L'étude devra également mettre en évidence les besoins spécifiques en produits et services du CTA et permettre ainsi d'en améliorer leur fourniture.
7. Spécifiquement, l'étude s'attachera en Afrique de l'Ouest à :
 - passer en revue les principaux services et les acteurs du secteur de l'agriculture (en matière d'offre d'informations), en mettant l'accent sur leurs atouts, leurs points faibles et les opportunités de collaboration avec le CTA ;
 - identifier les besoins des acteurs clés et des principaux partenaires stratégiques pour les produits et services du CTA, en termes d'informations agricoles et de renforcement des capacités de GIC ;

- identifier de potentielles institutions partenaires stratégiques pour les activités et services du CTA (en accordant une attention particulière à des entités telles que les organes de presse, les maisons d'édition, les stations radiophoniques, les chaînes de télévision et les réseaux de journalistes) ;
- élaborer des données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans le pays concerné pour faciliter les activités ultérieures de suivi et de mise à niveau.

1.3. Méthodologie

8. L'étude en Afrique de l'Ouest a commencé par une réunion de pré-briefing du Coordinateur régional avec la Coordinatrice générale à Wageningen (Pays-Bas) en juillet 2007 pour échanger leurs points de vue sur les documents et instruments utilisés dans les précédentes études et surtout pour harmoniser et améliorer leur contenu par rapport à la situation existante en Afrique de l'Ouest.
9. Ces principaux documents et instruments de base ont ensuite été présentés lors d'une réunion d'information organisée à Abidjan (Côte d'Ivoire) en août 2007 aux consultants nationaux identifiés pour mener ces études au niveau de leur pays respectifs. Le but de cette réunion à laquelle ont participé 10 Consultants nationaux en provenance du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée Conakry, du Mali, du Niger, du Nigéria, du Sénégal et du Togo, est de faire adopter à tous les Consultants nationaux une méthodologie commune de recherche sur le terrain et de rédaction du rapport pays. Les Consultants nationaux du Cap Vert, du Libéria et de la Mauritanie ont eu une réunion d'information similaire conduite par le Coordinateur régional à Lomé (Togo) en janvier 2008.
 - 9.1. Munis de ces documents et instruments de base, les 13 Consultants nationaux ont procédé dans leurs pays respectifs dans un premier temps à la conduite des activités suivantes : (1) revues de littérature des principaux documents relatifs à l'agriculture; (2) présélection des institutions à interviewer selon la typologie et les critères définis dans les documents de travail. Ensuite ils ont fait des recherches terrain au cours desquelles 303 institutions ont été interviewées. Les rapports pays ont été enfin rédigés selon le canevas établi au cours de la période allant de septembre 2007 à décembre 2008. Tout au long de cette période, des communications et échanges soutenus ont été entretenus et maintenus entre le Coordinateur régional et les Consultants nationaux par email et dès fois par téléphone.
10. Pour la rédaction du rapport de synthèse régional, le Consultant régional a tenu compte aussi des rapports pays de la Guinée Bissau, de la Sierra Léone et du Ghana qui ont été préparés dans de précédentes études.

1.4. Résultats escomptés

11. L'un des résultats attendus de cette étude est l'actualisation du profil agricole de chaque pays en Afrique de l'Ouest avec des données fiables sur l'état des services d'information agricole, de la GIC et des TIC. Ainsi, le CTA pourra alors décider, en connaissance de cause, des actions à mettre en œuvre et des partenaires qu'elle aura à choisir.
12. D'une manière spécifique, les résultats attendus de cette étude dans chaque pays sont :

- une description et une analyse de l'état des infrastructures, des services d'information et des capacités de GIC des institutions impliquées dans l'agriculture et le développement rural ;
- une identification des besoins en termes d'information et de renforcement des capacités de la GIC pour les principales institutions et les potentiels partenaires clés du CTA présents dans le secteur du développement agricole et rural ;
- une identification de potentielles institutions partenaires stratégiques pour les activités et services du CTA (en accordant une attention particulière à des entités telles que les organes de presse, les maisons d'édition, les stations radiophoniques, les chaînes de télévision et les réseaux de journalistes) ;
- une compilation de données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans l'agriculture et le développement rural pour un meilleur suivi de la situation.

1.5. Hypothèses et limitations

13. Selon les termes de références, « les Consultants nationaux doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent, et avoir au moins 10 ans d'expérience dans les domaines de l'agriculture, du développement rural ou des sciences sociales et économiques. Ils doivent avoir une parfaite connaissance du secteur agricole de leur pays, ainsi que des principales parties prenantes et institutions et organisations actives dans ce domaine. Des connaissances en sciences de l'information seront un atout supplémentaire. » Dans la pratique, il a été difficile de trouver des consultants nationaux ayant toutes ces expériences surtout en gestion de l'information et de la communication agricole.
14. En effet parmi les 13 Consultants nationaux, 7 sont des ingénieurs agronomes, 6 spécialistes en information et communication dont 3 bibliothécaires et 3 journalistes. Mais les deux réunions d'information intensives d'Abidjan et de Lomé au cours desquelles des documents détaillés de travail ont été présentés, ont permis d'harmoniser le niveau des Consultants nationaux en gestion de l'information. .
15. Une autre limitation est que certains consultants n'ont qu'une expérience très limitée en matière de consultations au niveau international. Mais, la conduite des études sur le terrain a permis aussi de renforcer leurs capacités dans ce domaine et plusieurs d'entre eux ont témoigné des riches expériences qu'ils en ont retirées. .

2. PROFIL DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE DE L'OUEST

2.1. Brève description de l'agriculture et des récents développements

2.1.1. Agriculture

16. L'Afrique de l'Ouest avec ses 16 pays, constitue l'une des régions les plus vastes en terme de superficies agricoles de l'Afrique. Elle est peuplée en majorité d'agriculteurs. Mais selon les rapports pays, la proportion de la population agricole varie d'un pays à l'autre. Si cette population agricole est de 30% pour le Nigéria et 49,8% pour le Bénin (constituant les taux les plus bas), elle s'élève jusqu'à 80% pour la Guinée Bissau et 86% pour le Burkina Faso.
17. Le tableau 1 compilé à partir des données des rapports pays, montre la part importante qu'occupe la place de l'agriculture dans le développement économique et social, dans la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire de cette région. En terme de contribution de l'agriculture au PIB, le Libéria arrive en tête avec 52 %, suivi de la Guinée Bissau (50%), de la Sierra Léone (47%), du Burkina et du Ghana avec 40%.
18. Malgré cette importance, il transparait paradoxalement des rapports nationaux que l'agriculture en Afrique de l'Ouest est une agriculture caractérisée essentiellement par des exploitations de type traditionnel basées sur des cellules familiales où la modernisation occupe une place très infime. Elle est souvent pratiquée avec des outils traditionnels tels que la houe, la daba, le coupe-coupe, etc. par des agriculteurs et groupements d'agriculteurs dont la plupart sont des analphabètes.

Tableau 1 : Pourcentage de la population agricole et de la contribution de l'agriculture au PIB entre 2003 et 2007

Pays	Population totale	Pourcentage de la population agricole	Pourcentage de la contribution au PIB
Bénin	6 769 914	49,08 %	23,6%
Burkina Faso	13 730 258	86%	40%
Cap Vert	494 105	60%	16%
Cote d'Ivoire	20 000 000	57 %	30%
Gambie	1 360 681	70%	29%
Ghana	18 900 000	60%	40%
Guinée Conakry	9 400 000	70%	20%
Guinée Bissau	1 337 000	80%	50%
Libéria	3 500 000	70%	52%
Mali	11 732 420	73%	23%
Mauritanie	2 508 159	56,6%	20%
Niger	12 900 000	78,50%	27%
Nigéria	140 000 000	30%	37,4%
Sénégal	11 343 328	70 %	20 %
Sierra Léone	4 963 298	70%	47%
Togo	5 300 000	72%	38,2%

Source : Compilation des données des rapports pays

19. L'une des principales caractéristiques de cette agriculture est surtout la culture pluviale car les activités champêtres sont réalisées au rythme du régime des pluies si bien que les saisons où les pluies sont rares, les volumes des productions chutent drastiquement et les prix des denrées alimentaires flambent et la famine s'installe dans plusieurs parties de la région ouest africaine.
20. Mais conscients de cette importance de l'agriculture pour la réduction de la pauvreté dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, les gouvernements respectifs ont entrepris depuis environ deux décennies des efforts de modernisation du secteur agricole. Ces efforts de modernisation sont souvent conduits par le ministère de l'agriculture qui est l'institution chargée de la politique et de la planification stratégique de toutes les actions de développement rural. Ce ministère intervient aussi bien dans la coordination des projets et programmes agricoles, la programmation, la mise en œuvre que dans l'évaluation et la recherche dans le secteur agricole.
21. De même, ces efforts de modernisation qui consistent en la mécanisation, la pratique de la culture attelée et l'irrigation varient d'un pays à l'autre. Ainsi les pays côtiers qui bénéficient d'une bonne pluviométrie (deux saisons pluvieuses sur la côte maritime) s'engagent très peu dans l'irrigation tandis que les pays sahéliens tels que le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal, le Cap Vert, la Gambie, la Mauritanie avec une seule saison pluvieuse, mettent un accent particulier sur l'irrigation des cultures.
22. Toutes ces actions de modernisation sont souvent traduites sur le terrain par des associations d'agriculteurs, de jeunes et de femmes qui constituent les moteurs de la production agricole et qui sont appuyées par des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales.
23. Les femmes jouent également un rôle très important dans la production agricole. Elles sont particulièrement présentes dans les opérations de semis, de sarclage et de récolte, de ramassage des fruits et des noix, de vente et de transformation des produits agricoles en produits consommables.
24. La production essentiellement orientée vers les cultures vivrières et destinée à la consommation locale comprend les :
 - céréales : le maïs, le sorgho, le mil, le riz, fonio, etc.
 - tubercules : le manioc, l'igname, le tarot, la patate douce, la pomme de terre, etc.
 - légumineuses : l'arachide, le niébé, le voandzou, la tomate, le poivron, le concombre, le melon, la laitue, la banane douce et la banane plantain, etc.
 - fruits et autres.
25. Les principaux produits industriels, essentiellement constitués du cacao, du café, de l'hévéa, du palmier à huile, du coton et du caoutchouc, occupent une place importante dans les recettes d'exportations de tous les pays. Pour certains pays comme la Côte d'Ivoire et le Ghana, leur production du cacao les hisse respectivement au premier et deuxième rang mondial tandis que pour le Burkina et le Mali, le coton leur fournit la part la plus importante dans la contribution de l'agriculture au PIB national. Pendant ce temps, l'hévéa est pour le Libéria la culture d'exportation la plus importante.
26. Au niveau des difficultés majeures que rencontre l'agriculture en Afrique de l'Ouest, les rapports nationaux soulignent notamment :

- la forte pression parasitaire et les prédateurs des cultures et des stocks ;
- le faible accès des producteurs au marché rémunérateur, aux intrants agricoles et à l'information de qualité ;
- les pertes après récolte qui représentent jusqu'à 30% des récoltes dans le cas du Ghana ;
- le manque d'industrie de transformation de produits agricoles ;
- les facteurs climatiques et la pénurie de ressources naturelles qui constituent des facteurs défavorisant la pratique de l'agriculture par exemple au Cap-Vert ;
- la faiblesse des rendements due à la surexploitation des terres et au manque des intrants (engrais et semences améliorées) ;
- le manque d'investissements et de politique nationale agricole soutenue de la part des Etats ;
- les guerres récurrentes qui ont eu un impact négatif sur le développement agricole suite aux nombreux déplacements de populations dans certains pays comme le Libéria, la Sierra Léone, la Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure en Guinée Bissau et en Casamance au Sénégal.

2.1.2. Pêche

27. Deux types de pêche se pratiquent dans les pays de l'Afrique de l'Ouest : la pêche maritime pour les pays côtiers de l'océan atlantique et la pêche continentale qui se fait généralement dans les fleuves, rivières, mares, lacs, barrages et retenues d'eau.
28. Au niveau de la pêche maritime, on distingue la pêche industrielle et la pêche artisanale. La pêche industrielle est souvent organisée par les services de l'État avec le concours des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux qui investissent dans la construction des ports de pêche et dans l'achat d'équipements modernes comme les chalutiers (thoniers, senneurs et les langoustiers) et autres. Les rapports de certains pays soulignent que comme les côtes ouest africaines font partie des plus poissonneuses, elles sont souvent pillées par les grands chalutiers étrangers surtout au niveau des zones économiques exclusives (ZEE) des côtes de la Mauritanie, de la Guinée Conakry et du Sénégal.
29. C'est pour pallier à ces actions de pillage des côtes ouest africaines que depuis le début des années 90, les autorités de plusieurs pays tels que la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Ghana et la Mauritanie ont réglementé la pêche par la mise en place des règles d'exploitation optimale des ressources et des procédures de contrôle et de surveillance maritimes.
30. La pêche continentale et une partie de la pêche maritime sont généralement caractérisées par des pratiques artisanales. C'est l'activité principale des pêcheurs saisonniers et sédentaires. La plus grande partie des captures est essentiellement orientée vers la consommation locale constituant ainsi une source importante de protéines pour la population. Le reste est vendu dans les pays de la sous-région. Tous les rapports pays notent que la commercialisation des produits de la pêche est principalement assurée par les femmes ou groupements de femmes qui vendent ces produits soit frais ou transformés avec des procédés artisanaux de fumage, de séchage, de friture, etc.
31. Les différents problèmes que rencontre le secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest sont :
 - le manque d'organisation et de modernisation du secteur ;
 - le manque de crédit et de professionnalisation des pêcheurs ;
 - la diminution progressive des captures due à la surexploitation des fonds marins et des lacs, rivières, fleuves et autres retenues d'eaux.

2.1.3. Ressources forestières

32. Le climat de l'Afrique de l'Ouest engendre l'existence de deux types de forêts : la savane arborée présente surtout dans les pays sahéliens avec parfois des zones désertiques comme au Niger, Mali et Mauritanie et la forêt tropicale dans les pays côtiers. Il faut faire remarquer que la savane arborée existe aussi bien dans les pays côtiers, surtout dans leurs parties septentrionales.
33. Des forêts denses tropicales existent encore au niveau de certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, la Sierra Léone, le Libéria, la Guinée Conakry et la Guinée Bissau avec des essences rares et recherchées comme l'iroko, l'ébène, le teck, etc.
34. Les ressources forestières en Afrique de l'Ouest sont surexploitées d'une manière anarchique et illégale depuis environ deux décennies si bien que le massif forestier a considérablement régressé dans plusieurs pays. Le bois représente environ 60% des sources d'énergie ménagère et domestique, mais sert aussi dans la construction des maisons ou la fabrication des meubles. Une partie non moins importante du bois précieux tels que l'iroko, l'ébène est transformée en grumes qui sont exportées dans les pays européens et américains. Cependant des industries du bois sont créées dans certains pays comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Libéria et contribuent ainsi à la création de nombreux emplois.

2.1.4. Elevage/pastoralisme

35. L'élevage constitue une activité traditionnelle très importante pour la population agricole surtout dans les pays sahéliens comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Sénégal. Il s'agit généralement d'un élevage extensif, souvent pratiqué au gré des précipitations et des pâturages par des éleveurs sédentaires, semi-sédentaires ou nomades surtout dans le cas de la Mauritanie.
36. Au Burkina Faso par exemple, la pratique de l'élevage est généralement associée à celle des cultures pluviales. Compte tenu de son importance, il occupe environ 8% de la population active et contribue pour 12% au PIB tandis qu'au Mali, il est pratiqué par 30% de la population agricole et représente aussi 12% du PIB. Dans les pays côtiers, l'élevage est par contre moins développé et se pratique le plus souvent d'une manière traditionnelle en combinaison avec l'agriculture.
37. En général, les principales productions qui comprennent les porcins, les ovins, les caprins et les volailles constituent la première source de protéine des populations qu'elles fournissent en viande, lait et œufs.
38. La filière avicole constituée essentiellement de poules, de pintades, de dindons et de canards est dominée par deux systèmes de production. L'un traditionnel pratiqué à très petite échelle un peu partout dans les maisons à travers le pays et l'autre intensif et plus ou moins moderne pratiqué à proximité des centres urbains. Les femmes et les jeunes sont fortement impliqués dans l'élevage des espèces à cycle court comme les petits ruminants et les volailles.
39. L'augmentation du cheptel ces dernières décennies entraîne des problèmes d'accès au pâturage, d'où la transhumance des troupeaux qui est souvent source de graves conflits parfois dramatiques entre agriculteurs et éleveurs. En outre, le problème d'alimentation en eau du cheptel se pose avec acuité en raison de la sécheresse

récurrente et de l'insuffisance des points d'eau. Les autres problèmes du sous-secteur élevage sont :

- l'insuffisance d'organisation des filières et de la professionnalisation des éleveurs ;
- la persistance des maladies du cheptel ;
- l'inadaptation du système de financement.

2.2. Brève description des infrastructures des TIC et des récents développements

40. La description faite de la situation des infrastructures des TIC dans tous les rapports pays montre que les autorités de ces pays respectifs accordent une importance capitale au développement des TIC pour promouvoir leur développement économique et social. C'est ainsi que l'utilisation de l'Internet se répand de plus en plus dans tous les 16 pays et la connexion est souvent acceptable par l'introduction depuis quelques années des branchements à haut débit par des fibres optiques. L'arrivée des services de l'ADSL a considérablement fait baisser les coûts et augmenter la qualité de la connexion dans certains pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, le Burkina, la Mauritanie et le Mali. Par contre, certains pays comme la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, le Libéria et le Togo pratiquent encore des coûts plus ou moins élevés de connexion et rencontrent de sérieux problèmes de débit au niveau de leur bande passante.
41. Plusieurs actions sont conduites par les gouvernements pour promouvoir l'utilisation des TIC par la création des ministères et des structures en charge de la gestion des TIC. De même, des instituts de formation sont créés pour vulgariser l'utilisation de l'internet et des efforts importants sont faits par des bailleurs de fonds pour soutenir les actions des gouvernements. Si tous les 16 pays ont déjà élaboré et adopté sous l'impulsion de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, une politique nationale des TIC traduite en plan national de développement des infrastructures des technologies et de la communication, elle n'est pas encore concrètement mise en application dans plusieurs pays. Seuls le Sénégal, le Mali, le Burkina, le Nigéria, le Ghana et le Bénin, ont amorcé l'application de certaines de ses activités. Le tableau 2 ci-dessus récapitule les principales utilisations faites de l'Internet et des principaux développements des TIC dans les 16 pays.
42. Les villes bénéficient d'un meilleur taux de connectivité à l'Internet par la mise en place des fournisseurs d'accès et par la multiplication des télécentres tandis que l'accès pour les communautés rurales reste très difficile malgré les efforts fournis dans certains pays comme le Mali et le Sénégal.
43. Le développement des TIC rencontre de sérieux obstacles dans tous les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest. Ces obstacles sont entre autres :
 - l'insuffisance des infrastructures et des équipements notamment la faiblesse du débit ;
 - le très faible niveau d'électrification ;
 - l'insuffisance de ressources humaines compétentes et financières ;
 - le bas niveau d'instruction de la population et la faiblesse du pouvoir d'achat des populations ;
 - les taxes de douane encore très élevées sur les ordinateurs dans plusieurs pays sauf pour certains comme la Mauritanie qui a libéralisé le secteur.

44. Au niveau des télécommunications, les rapports pays ont noté des améliorations importantes qui sont introduites depuis une dizaine d'années dans les pays à travers des politiques de libéralisation progressivement mises en œuvre surtout au niveau de la téléphonie mobile où des licences d'exploitation sont accordées à des opérateurs et promoteurs privés. Par contre presque tous les États conservent encore un monopole plus ou moins prononcé sur la téléphonie fixe à travers des sociétés d'état ou d'économie mixte.
45. Quant aux radios et télévisions, la libéralisation a commencé dans les années 90 avec l'introduction de la démocratie dans la vie politique des différents pays. C'est ainsi que plusieurs radios et chaînes de télévision privées ont fait leur apparition dans l'espace médiatique de ces pays, donnant ainsi une grande opportunité d'atteindre les communautés rurales qui sont exclues de l'Internet à travers des émissions en langues locales. Par exemple, le Sénégal compte 86 chaînes de radios, le Ghana 160 stations FM, le Bénin 70 stations, le Burkina Faso 72 chaînes de radios commerciales, confessionnelles, communautaires, associatives et étatiques, le Nigéria 96 stations de radios et 62 stations de télévision.
46. La presse écrite connaît aussi des développements fulgurants au cours des dix dernières années par la publication des journaux et magazines grâce au vent de la libéralisation. Quelques exemples pour illustrer cette profusion de journaux :
- ¹Sénégal : 75 titres de journaux ;
 - ²Ghana : 466 titres de journaux et périodiques ;
 - ³Bénin: 80 titres de journaux quotidiens, hebdomadaires et périodiques ;
 - ⁴Nigéria : 213 journaux et 90 magazines.

¹ Diallo, A. Aout 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Sénégal, 204p

² Alemna, A. & Osei, C. October 2007. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Ghana, 70p.

³ Mondé, P. H. M. Décembre 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Bénin, 218p

⁴ Olowu, T. A. July 2008. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Nigeria, 289p

Tableau 2 : Récapitulation des infrastructures des TIC et des récents développements dans le domaine par pays

Pays	Utilisation des TIC	Récents développements en TIC
Bénin	<ul style="list-style-type: none"> - Internet disponible dans les grandes villes et bonne utilisation par les populations - ADSL disponible depuis 2006 - Lien en fibre optique avec les pays limitrophes - Coût de connexion abordable 	<ul style="list-style-type: none"> - Exonération des droits de douane sur l'importation des ordinateurs - Création d'un ministère chargé des TIC - Adoption d'une politique nationale des TIC
Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> - Grande utilisation de l'Internet dans la Capitale et dans les grandes villes ; - Utilisation limitée dans les zones rurales - Coût de connexion ADSL abordable et moyen 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de 2 agences nationales pour superviser le développement des TIC - Adoption d'une politique nationale des TIC
Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'Internet depuis 1996 - Coût d'Internet abordable; - Bonne utilisation d'Internet dans les principales villes 	<ul style="list-style-type: none"> - Pose en 1999 de câble sous marin à fibre optique reliant le Portugal au Brésil et le Sénégal - Elaboration d'un programme stratégique de la société de l'information et d'un plan d'action pour la gouvernance électronique
Cote d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> - Couverture limitée du pays en Internet - Coût ADSL abordable et disponible dans la Capitale et certaines grandes villes - Pénétration très faible des TIC et de l'Internet dans l'administration mais acceptable dans le secteur privé - Existence de plusieurs cyber cafés dans les villes pour promouvoir l'utilisation de l'Internet 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'une politique nationale des TIC mais pas encore mise en œuvre - Existence de plusieurs fournisseurs d'accès à Internet et de téléphonie mobile
Gambie	<ul style="list-style-type: none"> - Situation disparate de l'utilisation de l'Internet au niveau de l'administration publique - Utilisation de l'Internet concentrée dans les villes mais très pauvres dans les localités rurales 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption en 2004 d'une politique nationale des TIC - Multiplication de télécentres par le secteur privé pour promouvoir l'utilisation de l'Internet
Ghana	<ul style="list-style-type: none"> - Forte utilisation de l'Internet dans la Capitale et dans les principales villes - Coût moyen et abordable de connexion à ADSL - Existence de plusieurs fournisseurs d'accès à Internet 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de libéralisation depuis 1994 des TIC et des télécommunications - Elaboration d'une politique des TIC pour le développement en 2004

Pays	Utilisation des TIC	Récents développements en TIC
Guinée Conakry	<ul style="list-style-type: none"> - Faible connexion à Internet et coût élevé - Emergence de cybercafés dans les villes - Situation dégradée des infrastructures des télécommunications 	<ul style="list-style-type: none"> - Création en 2007 d'un Ministère de la communication et des TIC - Elaboration en cours d'une politique nationale des TIC
Guinée Bissau	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'Internet limitée dans les institutions nationales même dans la Capitale - Faible connexion et coût très cher 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration en cours d'une politique nationale des TIC
Libéria	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation d'Internet limitée dans la capitale et dans certaines grandes villes - Insuffisance de compétences pour l'utilisation des ordinateurs et de l'Internet - Coût élevé de connexion à Internet 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation en 2007 d'une conférence sur les TIC pour le développement en vue de définir une stratégie nationale des TIC
Mali	<ul style="list-style-type: none"> - Faible pénétration de l'Internet et des ordinateurs - Concentration de l'utilisation de l'Internet dans la Capitale dans les grandes villes - Coût élevé de connexion et d'ADSL 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et adoption d'une politique nationale des TIC - Développement accéléré de télécentres dans les villes et certaines localités rurales
Mauritanie	<ul style="list-style-type: none"> - Connexion ADSL et utilisation de l'internet dans les grandes villes - Faible utilisation dans les zones rurales - Coût de connexion à Internet très abordable 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption d'une politique de libéralisation des télécommunications et d'exonération des ordinateurs - Politique de formation des compétences en utilisation des ordinateurs
Niger	<ul style="list-style-type: none"> - Vétusté et insuffisance des infrastructures et équipements - Bonne utilisation de l'Internet dans les grandes villes surtout dans le secteur privé - Coût élevé de connexion à Internet 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration et adoption en 2004 d'un plan national de développement des TIC
Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de l'Internet en forte progression dans les grandes villes - Coût abordable de connexion à ADSL 	<ul style="list-style-type: none"> - Politique de libéralisation et de privatisation des télécommunications - Adoption d'un plan national des TIC
Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> - Forte progression de l'utilisation de l'Internet - Coût de connexion moins cher - Vulgarisation de l'utilisation de l'Internet par les télécentres - ADSL introduit depuis 2003 et coût moins cher 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption et mise en œuvre d'un plan national des TIC - Politique de formation des utilisateurs d'Internet et des TCI dans plusieurs instituts
Sierra Léone	<ul style="list-style-type: none"> - Internet disponible seulement dans la Capitale - Utilisation limitée par les organisations locales - Faible connexion à Internet 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une politique nationale des TIC en cours

Pays	Utilisation des TIC	Récents développements en TIC
Togo	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de l'internet concentrée dans la Capitale et les grandes villes - Connexion à Internet très cher - ADSL sans fibre optique depuis 2006 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une politique nationale des TIC en cours

Source : Compilation des données des rapports pays

3. SYNTHÈSE DE LA SITUATION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

3.1. Cadre institutionnel réglementaire et politique

47. Le développement durable de l'agriculture en Afrique de l'Ouest suppose l'existence d'institutions aptes à assurer un libre accès et une bonne circulation de l'information agricole. Mais comme le notent la plupart des rapports, les cadres institutionnels, réglementaires et politiques mis en place par les différents pays pour faciliter la collecte, le traitement et la diffusion de l'information ne sont pas spécifiques au secteur de l'agriculture. Ces cadres plus ou moins viables sont plutôt relatifs à l'information et la communication en général ou encore aux médias et organes de télécommunications. C'est ainsi que presque tous les pays ont pris des lois pour créer des bibliothèques et archives nationales, des centres de documentation scientifiques et techniques, des bibliothèques universitaires et instituer le système du dépôt légal pour toute publication relative au pays.
48. Mais très peu de pays en dehors de ces cadres pour l'information générale ont mis en place des cadres institutionnels, réglementaires et politiques pour créer des centres ou instituts d'information ou de documentation agricole pour promouvoir l'organisation et l'utilisation de l'information agricole au niveau national. Parmi ces pays qui constituent des cas rares, se trouvent le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal.
49. Comme conséquence, les politiques agricoles gouvernementales dans tous les pays de l'Afrique de l'Ouest n'ont jamais réellement accordé une place de choix au secteur de l'information et de la documentation agricoles, dans la mesure où elles n'ont pas mis à sa disposition les ressources nécessaires tant humaines, financières, techniques que matérielles.

3.2. Aspects opérationnels

3.2.1. Description des services d'information agricole

50. Les principaux services d'information agricole en Afrique de l'Ouest se trouvent dans les institutions publiques et plus précisément dans les départements ministériels en charge de l'agriculture et du développement rural. Ces services sont souvent intégrés dans les directions techniques, les directions régionales, les institutions rattachées, les instituts de recherche agronomique, les programmes et projets. Leur situation varie d'un pays à l'autre et est généralement conditionnée par l'intérêt que les autorités leur accordent et les moyens qu'elles mettent dans leur organisation. Si dans certains pays comme Togo ou la Guinée Bissau, le centre national de documentation agricole du Ministère de l'agriculture n'existe que de nom et que toutes ses collections sont obsolètes, par contre dans d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, le Niger, le Ghana et le Nigéria, les institutions publiques possèdent des services d'information agricole plus ou moins bien organisés avec du personnel qualifié et des moyens acceptables.

51. Par exemple, le rapport du Sénégal précise qu'il « existe pratiquement au niveau de toutes les structures publiques et des ministères concernés par l'étude un centre de documentation avec au moins un spécialiste en sciences de l'information diplômé et une cellule de communication animée par un journaliste ou spécialiste en communication ».
52. On trouve également d'autres services d'information agricole plus ou moins importants au niveau des fédérations des ONG, des associations nationales et organisations internationales œuvrant dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, et même dans la sécurité alimentaire, comme c'est le cas de l'ONASA (Office national d'appui à la sécurité alimentaire) du Bénin qui joue le rôle du centre national SQR du CTA.
53. Les médias et les organes de télécommunications constituent la dernière catégorie des services d'information agricole en jouant le rôle de support de communication et de canaux de transmission des informations agricoles aux groupes cibles grâce à la radio, la télévision et la téléphonie mobile et l'Internet.

3.2.2. Sources d'information

54. Les différentes institutions interviewées obtiennent leur information sur l'agriculture et le développement rural de plusieurs sources. Ces sources existent tant au niveau national qu'international.
55. Au niveau national, les sources d'information utilisées relèvent le plus souvent de l'administration publique, des représentations des institutions internationales ou d'organisations non gouvernementales dont les services et produits sont accessibles ou offerts à titre gracieux. Ce sont en général, les services d'information, de documentation, de communication, de publications, de formation, de vulgarisation des institutions de recherches agronomiques, des universités, des départements spécialisés des ministères en charge du développement agricole et rural, et des représentations de la FAO et du PNUD.
56. Au niveau international, presque tous les rapports notent le CTA comme l'une des sources principales, les sites internet des institutions internationales et régionales africaines œuvrant dans le domaine agricole comme la FAO.
57. Comme le montre le tableau 3 ci-dessous, les trois principaux types d'institutions qui sont les institutions publiques, les organisations et associations et les médias et organes de télécommunication, utilisent presque les mêmes sources d'information. Ces sources sont : le Ministère de l'agriculture, les centres d'information et de documentation agricole et l'internet. Quant aux publications du CTA et de son site Internet, ils sont utilisés seulement par les institutions publiques et les organisations et associations.

Tableau 3 : Récapitulation des sources d'information par type d'institution

Type d'institution	Principales sources d'information utilisées
Institutions publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'agriculture et ses directions techniques - Instituts de recherches agricoles et universités - Représentations nationales de la FAO et du PNUD - Centre d'information et de documentation agricole - Bases de données agricoles nationales et internationales - Publications du CTA - Sites Internet du CTA, de la FAO et des organisations

Type d'institution	Principales sources d'information utilisées
	régionales comme ADRAO et la CEDEAO
Organisations et associations	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'agriculture et ses directions techniques - Instituts de recherches agricoles - Bases de données agricoles nationales et internationales - Publications du CTA - Internet
Medias et organes de télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> - Publications et dossiers - Centre d'information et de documentation agricole - Ministère de l'agriculture - Vidéo, foires et expositions - Internet

Source : Compilation des données des rapports pays

3.2.3. Produits et services d'information fournis

58. Il ressort des rapports pays que la plupart des institutions interviewées malgré la faiblesse de leurs moyens, fournissent des produits et services plus ou moins appréciés de leurs clientèles. Comme la plupart de ces institutions semblent n'avoir jamais conduit des études pour connaître les besoins spécifiques de leurs clientèles, leurs différents produits et services sont souvent relatifs aux domaines couverts par leurs organisations de tutelle. Ces produits et services sont récapitulés dans le tableau no 4 qui montre que ce sont les institutions publiques qui fournissent le plus grand nombre de produits et services.
59. Les institutions qui possèdent des services d'information et de communication offrent souvent aux clientèles des prêts d'ouvrages (réservés en général aux usagers internes), de la consultation sur place, de la photocopie, de la référence et de l'orientation, d'affichage de listes de nouvelles acquisitions et de circulation de périodiques au sein de l'institution.
60. Les institutions s'occupant de la recherche agronomique produisent des bulletins techniques et d'information, des publications contenant les résultats des recherches tandis que celles qui ont pour mandat la vulgarisation produisent des fiches techniques sur plusieurs thèmes et produits agricoles.
61. Quant aux organes des médias, notamment les radios nationales, communautaires et rurales, et éventuellement quelques stations nationales de télévision, ils proposent des émissions agricoles spécialisées aux agriculteurs.

Tableau 4 : Récapitulation des produits et services d'information fournis par type d'institution

Type d'institution	Principaux produits et services d'information fournis
Institutions publiques	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de recherche et fiches techniques - Publications scientifiques, - Bulletins techniques et d'information - Dossiers et fonds documentaires - Recherches documentaires - Consultation sur place et prêts de documents - Interrogation de bases de données - Diffusion sélective de l'information (DSI) - Service Questions – Réponses (SQR)

Type d'institution	Principaux produits et services d'information fournis
Organisations et associations	<ul style="list-style-type: none"> - Recherches documentaires - Fiches techniques - Bulletins techniques et d'information
Medias et organes de télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> - Programmes d'émissions agricoles - Cassettes vidéo - Journaux et magazines

Source : Compilation des données des rapports pays

3.2.4. Capacité de gestion de l'information et de la communication

62. La principale caractéristique de la capacité de gestion de l'information et de la communication dans la plupart des institutions reste une faiblesse très prononcée en ressources humaines, financières, matérielles, techniques, technologiques et informationnelles. C'est cette faiblesse constatée au niveau de l'ensemble des ressources qui a poussé les institutions à exprimer de très nombreux et variés besoins récapitulés dans le chapitre ci-dessous.
63. En effet, nombreuses sont les institutions qui ont déclaré ne pas posséder de budget propre pour la gestion de l'information et de la communication agricole. Dans ces conditions, il leur est impossible d'entreprendre quelques actions que ce soit pour acquérir des équipements modernes en technologies de l'information et de la communication. Et il n'est pas rare, soulignent certains rapports, de voir des institutions totalement dépourvues du minimum d'équipements informatiques et d'infrastructures. Mais par contre, d'autres rapports comme celui du Sénégal, du Ghana, du Nigéria et de la Côte d'Ivoire soulignent que des institutions telles que les bibliothèques universitaires, les instituts de recherche agricole, les ONG et les représentations des organisations internationales se battent pour avoir des budgets pour la gestion de l'information et de la communication agricole.
64. Au niveau des ressources humaines, l'insuffisance se manifeste aussi bien sur le plan quantitatif que qualitatif. Mais, dans les rapports pays, les situations varient selon le type d'institution. Les institutions les plus nanties en personnel chargé de l'information agricole, sont les institutions publiques et universitaires, qui dans le cas du Niger, représentent plus de la moitié (57%) des effectifs. Mais, il faut faire remarquer que même dans ces institutions publiques, ces spécialistes de l'information et de la communication n'ont reçu que des formations générales en bibliothéconomie, en techniques de documentation et en journalisme et n'ont qu'une connaissance très limitée en techniques modernes de gestion et du marketing de l'information et de la communication.

3.3. Interventions au niveau de l'information et de la communication agricole et rurale

65. Comme aucune politique et stratégie nationale n'est conçue pour promouvoir le développement harmonieux de l'information agricole dans les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest, toutes les actions d'intervention sont contenues dans des programmes sectoriels de développement agricole. Généralement financés par les gouvernements, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et certaines ONG, ces programmes de développement sectoriel agricole comportent souvent des volets pour l'information et la communication. C'est le cas par exemple du Nigéria à travers le programme « ICS-Nigeria: The Information and Communication Support for Agricultural Growth in Nigeria ». Pour le Sénégal, il s'agit du « Système d'information technologique agricole et rural (SITAR) qui est une plate-forme d'échange, de traitement, de capitalisation et

de diffusion d'informations entre les acteurs du secteur rural », tandis que pour le Togo, c'est le « Projet National d'Appui au Secteur Agricole (PNASA), financé par la Banque Mondiale et qui comporte un volet information pour le développement rural ».

66. Dans d'autres pays, les projets sectoriels combinent les volets information et communication avec les technologies de l'information et de la communication. C'est le cas du Ghana, à travers son projet « ICTAD Policy » dont le rôle principal est de promouvoir le développement et l'utilisation des TIC pour supporter les activités du secteur agricole y compris la production, le traitement et la distribution des produits et services d'information agricoles. Le même exemple est relaté dans le rapport du Niger qui a élaboré un plan national de développement des TIC appelé plan NICI (National Information and Communication Initiative) pour la période 2005-2010 et qui comporte aussi un volet pour la gestion de l'information agricole.
67. En ce qui concerne les organes de médias, les rapports pays signalent aussi des interventions des États et des bailleurs de fonds dans leur développement, spécialement pour le développement des radios et télévisions nationales et des radios rurales qui sont souvent les seuls canaux pour la diffusion de l'information agricole à l'intention des agriculteurs généralement analphabètes.
68. C'est au niveau des télécommunications (téléphone fixe et mobile) que les interventions sont les plus importantes et plus consistantes car souvent financées par les États et le secteur privé.

4. SYNTHÈSE DES BESOINS INSTITUTIONNELS

4.1. Besoins en information agricole

69. En procédant à l'analyse des différents tableaux sur les points forts et faibles contenus dans les 16 rapports pays, on remarque que la proportion des points faibles est la plus importante pour chaque institution interviewée. Ce qui montre que toutes les institutions rencontrent beaucoup de problèmes dans la satisfaction de leurs besoins en information agricole. Ces problèmes, souvent liés à l'accès aux informations agricoles pertinentes, sont caractérisées entre autres par :
- l'insuffisance, le manque ou l'irrégularité de ces informations ;
 - l'inorganisation des sources d'information (bibliothèques agricoles, centres de documentation ou d'information agricole) ;
 - l'inadéquation des canaux de diffusion.
70. La conséquence de cette situation est que les besoins en information agricole répertoriés dans les rapports sont très variés et illimités d'un pays à l'autre comme d'une institution à l'autre. Néanmoins, les institutions mentionnent le plus souvent des besoins qui sont relatifs aux domaines indiqués dans le guide d'interview à savoir : les informations d'ordre général relatives au développement rural, les informations techniques et les informations économiques.
71. Une autre remarque est que c'est un seul rapport sur les 16 qui selon la synthèse du tableau 5 a mentionné la conduite d'une évaluation des besoins en information agricole. . Mais compte tenu des différents points faibles et goulots d'étranglements identifiés dans les rapports pays, tous devraient en principe mettre un accent particulier sur l'évaluation des besoins en information agricole. . Ce qui permettra de procéder à une évaluation plus approfondie des besoins en information agricole pour compléter celle qui est faite dans le cadre de la présente étude du CTA. .
72. Cette analyse a permis de déterminer une synthèse (présentée dans le tableau 5) de 9 besoins primordiaux en information agricole. L'un des principaux constats est que parmi ces 9 besoins en information agricole, 4 sont exprimés par l'ensemble des 16 pays. Ce sont :
- la libre circulation et l'accès à l'information agricole ;
 - l'amélioration des collections de l'information générale sur l'agriculture ;
 - l'amélioration des collections de l'information technique et spécifique ;
 - l'amélioration des collections de l'information économique.
73. La sensibilisation sur les activités, produits et services du CTA comme besoin en information agricole est mentionnée par 14 rapports sur les 16. Ce qui démontre que le CTA doit faire un effort supplémentaire pour faire connaître ses différents produits et services en vue de satisfaire ce besoin spécifique des institutions des pays concernés. Les autres besoins non moins importants, sont aussi communs à certains pays seulement, compte tenu de la particularité de la situation des institutions de chaque pays.

Tableau 5 : Synthèse des différents besoins des 16 pays en information agricole

Synthèse des besoins en information agricole	Rapports pays (1)															
	BJ	BF	CV	CI	GM	GH	GN	GW	LR	ML	MR	NE	NG	SN	SL	TG
Édition et diffusion des connaissances et publications – 3				x				x		x						
Publications en langues nationales – 2										x		x				
Libre circulation et accès à l'information – 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Etude des besoins – 1										x						
Sensibilisation sur les activités, produits et services du CTA - 14	x	x	x	x	x	x	x	x	x		x	x		x	x	x
Amélioration des collections de l'information générale sur l'agriculture - 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Amélioration des collections de l'information technique et spécifique - 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Amélioration des collections de l'information économique - 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Information sur les réseaux - 4									x		x	x	x			

(1) BJ : Benin ; BF : Burkina Faso ; CV : Cap Vert ; CI : Cote d'Ivoire ; GM : Gambie ; GN : Guinée Conakry ; GW : Guinée Bissau ; LR: Libéria; ML : Mali ; MR : Mauritanie ; NE : Niger ; NG : Nigeria ; SN : Sénégal ; SL : Sierra Leone ; TG : Togo

4.2. Besoins en renforcement des capacités

74. Les besoins en renforcement de capacités des institutions sont aussi déterminés en fonction des points faibles identifiés par les consultants nationaux. Ces points faibles sont tous relatifs au manque de ressources financières, matérielles, techniques/technologiques et en ressources humaines. Comme pour les besoins en information, ceux en renforcement de capacités des institutions sont aussi nombreux que variés.
75. En matière de ressources financières, tous les consultants ont mentionné dans leurs rapports des besoins immenses des institutions dont la plupart ne possèdent pas de budget autonome pour la gestion de l'information et de la communication, sauf pour les pays comme le Nigéria, le Ghana, le Sénégal et dans une moindre mesure pour le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire. Il faut souligner que parmi les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest, quatre ont connu ou connaissent encore des guerres civiles qui ont eu un impact négatif sur le financement des activités agricoles et spécialement celles relatives à la gestion de l'information agricole. Il s'agit du Libéria, de la Sierra Léone, de la Guinée Bissau et du Sénégal (dans sa partie sud en Casamance).
76. Au niveau des ressources matérielles techniques et technologiques, la situation des institutions n'est guère luisante dans la mesure où le manque des ressources financières ne favorise pas l'acquisition du matériel nécessaire pour l'accomplissement des activités de la gestion de l'information et de la communication agricole. Malgré le fait qu'il existe quelque matériel technique et technologique comme les photocopieurs, les ordinateurs, les imprimantes, du matériel audio-visuel, du matériel de traitement et de classement documentaire, la plupart de ces matériels sont considérés par les consultants nationaux comme obsolètes et désuets. C'est pourquoi, toutes les institutions ont exprimé de nombreux besoins pour l'acquisition de matériels plus performants et de nouvelle génération. Un autre problème qui revient souvent dans presque tous les rapports est le manque de locaux adaptés, donc un besoin pressant pour aménager des locaux adéquats pour abriter les services de la GIC.
77. En ce qui concerne les besoins en TIC et spécialement, la connexion Internet, nombreuses sont les institutions qui ont manifesté le désir d'en avoir car elles en sont dépourvues et ce besoin est exprimé par l'ensemble des 16 pays comme le montre le tableau 6. Même, celles qui en possèdent, rencontrent de sérieux problèmes de maintenance et surtout d'insuffisance de capacités de connexion, si bien qu'elles ont exprimé de pressants besoins de renforcement de la capacité de leur bande passante.
78. Du point de vue ressources humaines, les besoins sont encore plus énormes car presque toutes les institutions interviewées ne possèdent pas du personnel adéquat et qualifié pour la gestion de l'information et de la communication dans leur structure. A part certains pays comme le Ghana, le Sénégal, le Nigéria et le Bénin qui possèdent des écoles de formation en bibliothéconomie, en sciences de l'information et de la communication qui fournissent du personnel qualifié pour les institutions agricoles, tous les 16 rapports mentionnent selon le tableau 6, des besoins très significatifs sur la formation du personnel en techniques de la gestion de l'information et de la communication.
79. Un autre besoin de formation mis en exergue dans tous les rapports est la formation ou le recyclage du personnel en charge de la gestion de l'information et de la communication en utilisation de l'ordinateur, en création de site web, bref, la formation en maîtrise de l'utilisation des TIC.

80. Enfin, il a été noté à travers tous les rapports, l'inexistence de politique nationale de gestion de l'information agricole dans les pays. Même, le Sénégal qui a fait des efforts pour en élaborer une dans le cadre général de la politique nationale de l'information, ne l'a pas encore rendue opérationnelle. Ainsi l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie nationales de la gestion de l'information agricole est l'un des besoins sur lequel tous les rapports nationaux ont insisté pour permettre aux 16 pays de mieux appréhender les différents problèmes de la GIC et de développer des stratégies adéquates pour la satisfaction des besoins en information agricole des institutions.
81. Le tableau 6 ci-dessus contient la synthèse de 11 besoins en renforcement de capacités dont 5 sont exprimés par l'ensemble des 16 rapports pays. Ces 5 besoins sont relatifs à :
- l'élaboration d'une politique et d'une stratégie nationales de la GIC ;
 - la formation en stratégie de la GIC ;
 - la formation en TIC (Internet, création de sites web, SIG etc.) ;
 - l'équipement en TIC (Connexion à Internet, LAN, Bandwidth et GIC) ;
 - Budget de fonctionnement et financement des programmes/activités de GIC
 - l'équipement en TIC ;
82. Mais il ressort de cette synthèse que tous les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest font face aux mêmes problèmes d'insuffisance des ressources financières, humaines, matérielles, techniques, technologiques et informationnelles pour mettre en place un système acceptable de la GIC en vue de la satisfaction des besoins des principaux acteurs impliqués dans l'agriculture et le développement rural.

Tableau 6 : Synthèse des différents besoins des 16 pays en renforcement de capacités

Synthèse des besoins en renforcement des capacités	Rapports pays (1)															
	BJ	BF	CV	CI	GM	GH	GN	GW	LR	ML	MR	NE	NG	SN	SL	TG
Elaboration d'une politique et stratégie de GIC – 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Formation en stratégie de GIC- 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Formation en TIC (Internet, création de sites web, SIG etc.) - 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Equipement en TIC (Connexion a Internet, LAN, Bandwidth et GIC) – 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Participation aux séminaires et ateliers CTA -3	x	x												x		
Développement et mise en place des radios rurales – 4				x					x	x					x	
Budget de fonctionnement et financement des programmes/activités de GIC - 16	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Sensibilisation sur l'importance de la GIC - 10	x		x	x					x	x	x	x	x		x	x
Information sur les réseaux - 4									x		x	x	x			
Formation en méthodologie participative -1	x											x				
Capitalisation et gestion des connaissances et des savoirs- 1														x		

(2) BJ : Benin ; BF : Burkina Faso ; CV : Cap Vert ; CI : Cote d'Ivoire ; GM : Gambie ; GN : Guinée Conakry ; GW : Guinée Bissau ; LR: Libéria; ML : Mali ; MR : Mauritanie ; NE : Niger ; NG : Nigeria ; SN : Sénégal ; SL : Sierra Léone ; TG : Togo

4.3. Feedback sur l'utilisation des produits et services du CTA

83. Il apparaît à travers les rapports pays que le CTA est bien connu dans certains pays que d'autres. Cette connaissance est plus marquée dans les institutions publiques qui ont déjà bénéficié d'un ou de plusieurs services et produits du CTA. Par contre les institutions du secteur privé et les ONG qui le plus souvent bénéficient moins de ses produits et services, déclarent ne pas connaître le CTA. Les principaux pays où le CTA est plus connu et dont les institutions publiques utilisent régulièrement ses produits et services sont le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Ghana, le Nigéria, le Niger, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire, le Benin et le Togo. Les produits les plus appréciés dans ces pays sont les publications (Spore entre autres), les différents cours de formation, ateliers et séminaires et les programmes DORA, la DSI et le SQR (dans les pays où le SQR existe).
84. La deuxième catégorie des pays où le CTA est le moins connu comprend des institutions qui n'ont pas souvent bénéficié des produits et services du CTA. Ce sont par exemple le Libéria, la Guinée Bissau, la Gambie, le Cap Vert, la Mauritanie et la Sierra Léone. Néanmoins, quand les consultants nationaux, au cours de leurs entrevues, leur ont présenté les différents produits et services du CTA, toutes les institutions ont manifesté un vif intérêt de bénéficier régulièrement de ces produits et services, surtout des différentes formations et publications et autres visites d'études.
85. Quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, les institutions qui ont bénéficié des produits et services du CTA ont déclaré qu'ils sont utiles pour la conduite de leurs activités et ont contribué au renforcement de leurs capacités en satisfaction de leurs besoins en information agricole.
86. Enfin, certains rapports mettent en exergue les insuffisances constatées par les institutions dans l'utilisation des produits et services du CTA. Il s'agit en l'occurrence des délais de livraison trop longs dans la fourniture des publications demandées, le faible nombre de cours de formation en français en l'occurrence sur les TIC, les absences ou lenteurs de réaction aux sollicitations des institutions.

5. CONCLUSIONS

5.1. Conclusions des rapports pays

5.1.1. Besoins en informations

87. Selon les conclusions des consultants, les besoins en information agricole sont très variés et spécifiques d'une institution à l'autre et sont relatifs à tous les aspects mêmes les plus insignifiants des informations d'ordre général relatives au développement rural, des informations techniques et les informations économiques. Que ce soient les institutions publiques, les ONG, les médias ou encore les institutions privées, elles n'expriment pas les mêmes préoccupations et besoins en matière de satisfaction et de fourniture de l'information agricole, ces derniers étant reliés à leurs activités spécifiques. Mais en procédant à une synthèse des besoins, on se rend compte de la similitude entre les différents besoins par pays.
88. L'un de ces besoins communs sur lequel se sont greffés tous les autres est la libre circulation et l'accès à l'information agricole qui, bien qu'existant à profusion dans certains pays, comme le Sénégal, le Ghana, le Nigéria, le Burkina Faso, etc., rencontre d'énormes difficultés dans le cadre de son organisation et de sa mise à la disposition des clientèles.

5.1.2. Besoins en renforcement des capacités

89. Les conclusions des rapports pays à ce niveau visent surtout la mise à disposition des institutions des moyens dont elles ont besoin pour rendre disponible l'information agricole appropriée pour leurs activités ainsi qu'à en faciliter l'accès et son utilisation par les clientèles finales. Pour ce faire, l'un des besoins le plus communément exprimé est lié au manque ou à l'insuffisance de ressources financières.
90. Les autres besoins importants sont relatifs à la formation en GIC et TIC du personnel chargé de l'information et à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique et d'une stratégie nationale de gestion de l'information et de la communication agricole..

5.1.3. Points de vue sur les produits et services du CTA

91. Les rapports soulignent que les produits et services du CTA sont bien connus et appréciés par les institutions publiques qui le plus souvent les reçoivent et les utilisent. Les produits les plus appréciés sont les publications (Spore entre autres), les différents cours de formation, ateliers et séminaires et les programmes DORA, la DSI et le SQR (dans les pays où le SQR existe).
92. Par contre, certains rapports mettent en exergue les insuffisances constatées par les institutions dans l'utilisation des produits et services du CTA. Il s'agit en l'occurrence des délais de livraison trop longs dans la fourniture des publications demandées, le faible nombre de cours de formation en français en l'occurrence sur les TIC, les absences ou lenteurs de réaction aux sollicitations des institutions.
93. Quant aux institutions qui ne les reçoivent pas, notamment les ONG, les médias, et les institutions du secteur privé et parapublic, elles n'ont aucune connaissance du CTA. Mais quand au cours des interviews, les consultants leur ont présenté ces différents produits et services, elles ont manifesté un vif désir d'en bénéficier. D'où le besoin

exprimé dans les rapports pour qu'une sensibilisation sur les activités, les produits et services du CTA soit organisée dans tous les pays.

5.1.4. Potentielles institutions partenaires stratégiques

94. En tenant compte des critères définis dans les documents de base, à savoir - le mandat dans le domaine agricole et le développement rural, le public cible, la qualité des activités menées et la couverture spatiale des institutions - et en fonction des points forts et faibles des analyses institutionnelles, les consultants ont choisi un certain nombre d'institutions devant servir de partenaires potentielles et stratégiques du CTA. Il faut faire remarquer que ces choix ont été faits dans toutes les catégories d'institutions : publiques, privées, d'associations de femmes, de paysans et de jeunes, d'ONG et des médias.
95. Ce nombre variant d'un pays à l'autre, se situe dans une fourchette de 4 institutions pour la Sierra Léone, le Cap Vert et la Guinée Bissau à 25 institutions pour le Nigéria. Ces institutions sont compilées en Annexe 2.

5.2. Conclusions du Coordinateur régional

5.2.1. Besoins en information agricole

96. La variété des besoins des institutions en informations agricoles démontre que toutes ces institutions rencontrent de sérieuses difficultés dans la satisfaction de ces besoins essentiels pour l'accomplissement de leurs activités. Cette situation montre clairement le peu d'intérêt que les autorités semblent accorder aux questions de l'information agricole dans leurs différentes politiques de développement rural.
97. L'autre constat relevé par le Coordinateur régional est que cet exercice d'études des besoins en informations agricoles des principaux acteurs de l'agriculture et du développement rural en Afrique de l'Ouest est parmi le tout premier du genre dans les 16 pays. Mais paradoxalement aucun autre rapport, excepté celui du Mali, n'a exprimé ce besoin particulier qui devrait être le point de départ de toute politique et stratégie en matière de gestion de l'information et de la communication au niveau de chaque pays.
98. Cette initiative du CTA permettra dans un premier temps de disposer de données plus ou moins fiables sur les besoins en informations agricoles et les différents problèmes des institutions impliquées dans le développement rural de cette sous-région ouest africaine dont le CTA peut se saisir pour redynamiser l'utilisation de ses produits et services.
99. Néanmoins, le Coordinateur régional voudrait bien faire remarquer qu'il existe au niveau de chacun des 16 pays de l'Afrique de l'Ouest d'énormes et pertinentes informations sur le secteur agricole qui, si elles étaient bien organisées, permettraient une libre circulation de l'information pour un développement harmonieux de l'agriculture.

5.2.2. Besoins en renforcement des capacités

100. L'un des problèmes le plus couramment mentionné par les institutions est le manque de ressources financières comme si sans une volonté politique manifeste des autorités nationales pour développer le secteur de l'information et de la communication agricole, l'existence à profusion de l'argent pourrait tout régler. Il est donc important d'insister plutôt sur le besoin d'une prise de conscience des autorités sur l'importance et le rôle

de l'information dans toute prise de décision et de définition de politiques et de stratégies de développement du secteur agricole. C'est une fois que cette prise de conscience est acquise et partagée par les autorités que le renforcement des capacités en ressources financières, humaines, matérielles, techniques et technologiques pourrait aider à mettre en place une politique et une stratégie nationale de développement harmonieux de l'information agricole.

5.2.3. Produits et services du CTA

101. Avec toute cette gamme de ses produits, services, activités et programmes, le CTA devrait être l'un des pionniers du développement de l'information agricole et de la satisfaction des principaux besoins d'information des acteurs clés du secteur agricole dans la sous région ouest africaine. Mais comme le soulignent la plupart des rapports pays, il est peu connu dans bon nombre d'institutions interviewées. Ce qui doit l'inciter à accroître sa visibilité dans tous les pays par des actions concrètes de sensibilisation sur ses produits et services.

5.2.4. Potentielles institutions partenaires stratégiques

102. Les partenaires potentiels sont choisis dans chaque pays en fonction de leurs rôles et contributions qu'ils pourraient apporter à une collaboration étroite avec le CTA dans la satisfaction des besoins en information des communautés rurales. Ils constituent en fait des points focaux sur lesquels le CTA pourrait se baser pour diversifier et améliorer l'utilisation de ses produits et services.

6. RECOMMANDATIONS

6.1. Recommandations des rapports pays

103. La plupart des recommandations sont dérivées des besoins identifiés par les consultants nationaux dans les institutions en information agricole, en renforcement de capacités et sur les points de vue des produits du CTA compilés dans les tableaux 5 et 6. Ces recommandations sont faites en direction du CTA mais aussi envers les gouvernements des pays respectifs, qui une fois mises en œuvre contribueraient à réduire le déficit de l'information agricole dont est l'objet les pays de l'Afrique de l'Ouest.

6.1.1. Besoins en informations

104. Les principales recommandations à ce niveau sont relatives à :

- la libre circulation et l'accès à l'information agricole;
- l'amélioration des collections de l'information générale sur l'agriculture ;
- l'amélioration des collections de l'information technique et spécifique ;
- l'amélioration des collections de l'information économique ;
- l'échange et au partage de l'information et du savoir-faire ;
- l'édition et diffusion des connaissances et publications;
- des publications en langues nationales;
- l'étude des besoins en information agricole.

6.1.2. Besoins en renforcement des capacités

105. Ces recommandations concernent :

- l'élaboration d'une politique et stratégie de GIC au niveau de chaque pays ;
- la formation du personnel de l'information en stratégie de la gestion de l'information et de la communication ;
- la formation en TIC (Internet, création de sites web, SIG etc.) ;
- la fourniture d'équipement en TIC (Connexion à Internet, LAN, Bandwidth et en GIC) ;
- le développement et la mise en place des radios rurales ;
- la provision d'un budget de fonctionnement et le financement des programmes et activités de GIC ;
- la sensibilisation des autorités nationales sur l'importance de la GIC ;
- la formation en méthodologie participative ;
- la capitalisation et la gestion des connaissances et des savoirs.

6.1.3. Produits et services du CTA

106. Les recommandations à ce niveau sont essentiellement faites à l'endroit du CTA pour qu'il :

- organise des actions ciblées et accrues de sensibilisation dans chaque pays sur ses activités, programmes, produits et services afin d'accroître sa visibilité;
- augmente le nombre de participations à ses séminaires et ateliers en faveur des principales institutions intervenant dans le secteur agricole dans certains pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal qui ont exprimé ces besoins.

6.1.4. Potentielles institutions partenaires stratégiques

107. Il est recommandé au CTA de renforcer sa collaboration à l'endroit des institutions avec lesquelles il coopère déjà et d'initier rapidement des contacts avec les autres qui ne sont pas encore ses partenaires afin de définir avec elles des axes stratégiques de coopération.

6.2. Recommandations du Coordinateur régional

108. En complément aux recommandations formulées dans les rapports pays et compte tenu des stratégies développées et des plans d'actions proposés par les consultants, le Coordinateur régional voudrait formuler à l'endroit du CTA des recommandations dans cinq domaines principaux :

- Marketing ;
- Gestion de l'information et de la communication ;
- Technologies de l'information et de la communication ;
- Coopération avec les institutions partenaires ;
- Formation.

109. Dans le domaine du marketing, les recommandations sont les suivantes :

- Combiner et faire la synthèse des résultats de l'ensemble de ces études d'évaluation des besoins en information agricole et ceux de l'étude sur le rayon d'action et l'impact des 8 projets, produits et services du CTA, récemment conduite, pour élaborer une stratégie globale marketing du CTA devant déboucher sur un plan marketing adéquat. La mise en œuvre de ce plan marketing permettra au CTA de repositionner ses différents programmes, projets, produits et services et de leur donner une orientation marketing par rapport aux besoins spécifiques de ses partenaires réels et potentiels afin de maximiser et d'augmenter leur taux de satisfaction ;
- Développer une stratégie cohérente de communication comprenant des actions concrètes de promotion, de publicité et de relations publiques à travers les médias et en utilisant les TIC pour : (1) faire connaître dans tous les pays ACP ses produits et services ; (2) atteindre et augmenter la clientèle du CTA à travers les pays ACP et UE ; (3) sensibiliser les décideurs et les gouvernants sur le rôle prépondérant de la gestion de l'information agricole dans l'augmentation de la production agricole de leur pays ;
- Mettre en place une stratégie d'audit marketing pour générer un système d'information marketing (SIM) qui permettra d'évaluer périodiquement l'impact, la performance et la pertinence des produits et services du CTA par rapport aux besoins réels des institutions partenaires ;
- Organiser des séminaires et ateliers de formation en marketing de l'information agricole à l'intention du personnel chargé de l'information dans ses différentes institutions partenaires, car il y a presque une quinzaine d'années que le CTA n'a plus tenu ce genre de formation.

110. En matière de la gestion de l'information et de la communication, les principales recommandations sont :

- Aider les différents pays de l'Afrique de l'Ouest à conduire des études approfondies pour évaluer les besoins spécifiques en information agricole des principaux acteurs du développement rural;
- Assister les différentes institutions partenaires potentielles à travers leurs gouvernements respectifs à formuler et à mettre en œuvre des stratégies et politiques cohérentes de gestion de l'information et de la communication afin d'accroître le rôle de l'information dans la prise de décisions ;
- Inciter les institutions partenaires à former et/ou redynamiser dans chaque pays les réseaux nationaux d'information agricole en vue d'une libre circulation et de diffusion de l'information et de partage d'expériences et de connaissances.

111. Pour les technologies de l'information et de la communication, tous les rapports ont mentionné que des politiques nationales sont déjà élaborées ou en voie d'élaboration. Les recommandations du Coordinateur régional au CTA sont :

- Aider les pays dont les politiques sont déjà élaborées à les mettre rapidement en pratique et d'assister les autres pays à finaliser les leurs et les mettre en œuvre ;
- Pourvoir au renouvellement de certains équipements obsolètes dans les institutions partenaires.

112. Pour maintenir une bonne relation de coopération avec les institutions partenaires, il est recommandé au CTA de mettre en place une stratégie cohérente d'information et de diffusion de ses programmes, projets, produits et services aux différents types de clientèles dans tous les pays ACP.

113. Dans le domaine de la formation, il est recommandé au CTA, les actions suivantes :

- Renforcer et diversifier les formations actuellement organisées par le CTA en gestion de l'information et de la communication (GIC) tant à l'intention des institutions partenaires identifiés dans les 16 pays qu'aux autres gestionnaires de l'information agricole de l'Afrique de l'Ouest;
- Organiser pour les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest la version française du séminaire « Investing in Information for Development ».

LES ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence

1. Introduction

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983, dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et les pays membres de L'union européenne. Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-CE.

Le CTA a pour mission d'élaborer et de fournir des services qui améliorent l'accès des pays ACP à l'information pour le développement agricole et rural, et de renforcer la capacité de ces pays à produire, acquérir, échanger et exploiter l'information dans ce domaine. Les programmes du CTA s'articulent autour de trois principaux axes d'intervention : fournir un large éventail de produits et services d'information et mieux faire connaître les sources d'information pertinentes ; encourager l'utilisation combinée de canaux de communication adéquats et intensifier les contacts et les échanges d'informations (entre les acteurs ACP en particulier) ; renforcer la capacité ACP à produire et gérer l'information agricole, à élaborer et mettre en œuvre des stratégies de gestion de l'information et de la communication (GIC), notamment en rapport avec la science et la technologie. Ces activités tiennent compte de l'évolution des méthodologies appliquées dans le traitement des questions transversales (le genre, les jeunes, les technologies de l'information et de la communication – TIC – et le capital social), des résultats d'évaluations d'impact et des évaluations de programmes, mais aussi des thèmes d'information prioritaires pour l'agriculture ACP⁵.

Les activités du CTA sont aujourd'hui réparties entre trois groupes de programmes/départements opérationnels :

- Produits et services d'information ;
- Services et canaux de communication ;
- Techniques et systèmes de gestion de l'information et de la communication (GIC).

Ces départements opérationnels sont appuyés par l'unité Planification et services communs (P&CS) qui leur fournit la base méthodologique nécessaire pour mener à bien leur travail et assure le suivi de l'environnement ACP, avec pour objectif d'identifier les questions et tendances naissantes et de formuler des propositions qui seront traduites dans les programmes et activités du Centre. La présente évaluation s'inscrit donc parfaitement dans le cadre du mandat de l'unité P&CS.

2. Rappel historique

Depuis 2003, le CTA entreprend systématiquement des études d'évaluation des besoins dans l'ensemble des régions ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), régions qu'il a pour mission de servir en vertu du mandat qui lui a été confié. Ces études sont une réponse directe aux appels lancés au CTA – à travers diverses évaluations de ses produits, services et programmes – pour qu'il procède à des choix plus stratégiques lorsqu'il s'agit à la fois de mettre en œuvre son propre agenda et de répondre à la demande des utilisateurs. En concevant son Plan stratégique et cadre d'action pour 2001–2005, le CTA a adopté une approche pragmatique, axée à la fois sur la nécessité urgente de répondre aux exigences exprimées par les parties prenantes et l'intérêt, à long terme, d'élaborer des programmes qui prennent en compte les besoins futurs.

⁵ Les thèmes d'information prioritaires pour l'agriculture ACP ont fait l'objet de plusieurs études, ateliers et séminaires auxquels ont pris part différentes parties prenantes, organisations et institutions du secteur du développement agricole et rural. Les documents afférents (ou des extraits de ces documents) seront fournis aux consultants.

Le nouveau Plan stratégique du Centre, qui couvre la période 2007–2010, s'articule autour de deux objectifs majeurs : (i) améliorer l'efficacité du CTA et l'extension de son champ d'action en s'attaquant au problème majeur que représente la difficulté ou le manque d'accès à l'information dans les pays ACP ; (ii) affiner le profil du CTA et mieux identifier le « créneau » sur lequel il présente un avantage comparatif. C'est pourquoi il est crucial pour le CTA non seulement d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires et de renforcer ses réseaux de partenariat, mais aussi de rendre plus accessibles les stratégies de TIC et de GIC.

3. Principaux enjeux

C'est essentiellement par le biais de ses partenaires des secteurs public et privé (centres de recherche, services de vulgarisation, bibliothèques, ONG, organisations paysannes, organisations et réseaux régionaux...) que le CTA s'efforce de promouvoir le développement agricole et rural. Dans le nouveau plan stratégique, les organisations ciblées vont s'étendre aux organes de presse, maisons d'édition, stations radiophoniques, chaînes de télévision et réseaux de journalistes ; ce qui permet au CTA d'élargir au maximum son rayon d'action. Au travers de ces partenariats, le CTA espère accroître le nombre d'organisations ACP capables d'accéder aux TIC et d'utiliser à la fois les technologies conventionnelles et modernes, de générer et de gérer l'information, mais aussi d'élaborer leurs propres stratégies de GIC. C'est pourquoi, il est très important d'identifier et de choisir les partenaires appropriés, en prenant en considération la couverture géographique, la décentralisation, la régionalisation et l'orientation thématique, sur la base de critères de sélection objectifs et transparents.

4. Objectif général

Améliorer les stratégies de collaboration avec les organisations ACP actives dans l'agriculture et la pertinence de l'appui du CTA aux pays africains ACP.

5. Portée de l'étude

L'étude s'attachera à :

- passer en revue les principaux services et les acteurs du secteur de l'agriculture (en matière d'offre d'informations), en mettant l'accent sur leurs atouts, leurs points faibles et les opportunités de collaboration avec le CTA ;
- identifier les besoins des acteurs clés / des principaux partenaires stratégiques pour les produits et services du CTA, en termes d'informations agricoles et de renforcement des capacités de GIC ;
- identifier de potentiels partenaires stratégiques pour les activités et services du CTA (en accordant une attention particulière à des entités telles que les organes de presse, les maisons d'édition, les stations radiophoniques, les chaînes de télévision et les réseaux de journalistes) ;
- élaborer des données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans le pays concerné pour faciliter les activités ultérieures de suivi et de mise à niveau.

L'étude devra aider le CTA à améliorer et mieux cibler ses interventions et activités en faveur des partenaires et bénéficiaires potentiels (notamment les femmes, les jeunes, le secteur privé et les organisations de la société civile) ; avoir un tableau plus détaillé de leurs besoins, mettre au point une stratégie adaptée et élaborer un cadre d'action en conséquence. L'étude devra également mettre en évidence les besoins spécifiques en produits et services du CTA et permettre ainsi d'en améliorer la fourniture.

6. Résultats attendus

Les résultats attendus de cette étude sont les suivants :

- une description et une analyse de l'état des infrastructures, des services d'information et des capacités de GIC des institutions impliquées dans l'agriculture et le développement rural ;
- une identification des besoins en termes d'information et de renforcement des capacités de GIC pour les principales institutions et les potentiels partenaires clés du CTA présents dans le secteur du développement agricole et rural ;
- une compilation de données de référence sur l'état de la GIC et des TIC dans l'agriculture et le développement rural pour un meilleur suivi de la situation.

Le profil de chaque pays étudié sera ainsi actualisé, avec des données fiables sur l'état des services d'information agricole, de la GIC et des TIC. Le CTA pourra alors décider, en connaissance de cause, des actions à mettre en œuvre et des partenaires qu'elle aura à choisir. Ces données seront résumées dans un (1) rapport principal sur chaque pays étudié ne dépassant pas 30 pages hors annexes (voir la section 8 ci-dessous).

7. Méthodologie

Le consultant utilisera des méthodes d'évaluation rapide, à la fois qualitative et quantitative :

- passage en revue de la littérature et des sources d'information disponibles, y compris les conclusions des évaluations de programmes ;
- entretiens avec les acteurs clés et les parties prenantes concernés ;
- usage limité des questionnaires.

La méthode d'évaluation rapide permettra d'avoir un aperçu des principaux problèmes et de connaître les profils des entreprises / organisations dans chaque pays, informations qui pourraient, à l'avenir, servir de base à des études approfondies si nécessaire.

8. Rédaction des rapports

Les rapports élaborés sur chacun des pays étudié ne dépasseront pas 30 pages (hors annexes) et seront structurés comme suit :

Rapport principal

Remerciements

Sigles, abréviations et acronymes

Résumé analytique

1. Introduction

2. Profil du pays

2.1 Brève présentation de l'activité agricole et derniers développements notés dans le secteur :

2.1.1 Agriculture

2.1.2 Pêche

2.1.3 Foresterie

2.1.4 Pastoralisme / Élevage (s'il y a lieu)

2.2 Brève présentation des infrastructures de TIC et derniers développements notés dans le secteur

3. L'information et la communication pour le développement agricole et rural

3.1 Cadre institutionnel, réglementaire et politique

Diagnostic des politiques nationales et/ou sectorielles en matière d'information et de communication pour le développement agricole et rural ; définition des enjeux stratégiques majeurs et des principales caractéristiques ; opportunités et risques liés à l'environnement politique, institutionnel et réglementaire.

3.2 *Aspects opérationnels*

3.2.1 Diagnostic des services et de l'information agricoles (principaux acteurs du secteur de l'information et de la communication pour le développement agricole et rural)

3.2.2 Produits et services d'information offerts

3.2.3 Capacités de gestion de l'information et de la communication

3.3 *Actions censées promouvoir l'information et la communication pour le développement agricole et rural*

Cette section passe en revue les principales actions menées, planifiées ou prévues par l'État, les organismes donateurs et le secteur privé (par exemple, celui des télécommunications) pour répondre aux besoins identifiés. Une attention particulière doit être accordée aux priorités définies et aux moyens mobilisés, sans oublier les enseignements tirés des différentes interventions.

3.4. *Analyse des besoins (goulots d'étranglement et insuffisances)*

3.4.1 Besoins en informations

3.4.2 Besoins en termes de renforcement des capacités (politiques et stratégies d'information et de communication, sensibilisation, travail en réseau, compétences et savoir-faire, formation, médias, TIC, équipements).

4. Conclusions et recommandations

4.1 Conclusions

4.1.1 Besoins en informations

4.1.2 Besoins en termes de renforcement des capacités

4.1.3 Partenaires stratégiques potentiels

4.2 Recommandations

4.2.1 Besoins en termes de renforcement des capacités

4.2.2 Besoins en informations

4.2.3. Partenaires stratégiques potentiels (institutions)

5. Proposition d'une stratégie d'intervention et d'un plan d'action pour le CTA

En partant de l'analyse ci-dessus, faire le lien entre les besoins qui restent à satisfaire ou qui nécessitent d'autres actions et l'offre de produits et services du CTA. Cela devrait donner lieu à l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente pour le CTA, avec la mise en place d'un plan d'action en fonction des priorités et d'un calendrier de mise en œuvre.

Annexes

1. **Termes de référence**

2. **Profil des pays concernés**

2.1 État général de l'agriculture (sur la base de la documentation disponible) :

2.1.1 Taille de la population agricole (hommes / femmes / jeunes).

2.1.2 Superficie des terres cultivées, forêts, zones de pêche.

2.1.3 Systèmes agricoles.

- 2.1.4 Rôle de l'agriculture dans l'économie (en pourcentage du PIB).
- 2.1.5 Principales denrées agricoles et produits dérivés de l'agriculture.
- 2.1.6 Principaux marchés à l'exportation.
- 2.1.7 Accords commerciaux portant sur l'agriculture.
- 2.1.8 Politiques sectorielles axées sur l'agriculture, la pêche et la foresterie.

2.2 Profil socio-économique (sur la base de la documentation disponible)

- 2.2.1 Total de la population active, répartition démographique.
- 2.2.2 Niveau d'alphabétisation et langues parlées.
- 2.2.3 Accès aux services (santé, école, eau et électricité).
- 2.2.4 Exode rural

2.3 Médias et télécommunications (mise à jour / vérification)

- 2.3.1 Journaux, périodiques, magazines, stations radiophoniques, chaînes de télévision.
- 2.3.2 Services de télécommunication (téléphone fixe, mobile, etc.).
- 2.3.3 Ordinateurs et accès au réseau Internet.

3. Profil des institutions

3.1 Liste de toutes les institutions présentes dans l'agriculture et le développement rural, y compris celles du secteur privé et les organisations de la société civile, avec le nom, les coordonnées et contact, le type et le rôle de chaque institution.

3.2 Parmi cette liste, les principales institutions clés impliquées dans l'information et la communication pour le développement agricole et rural, avec des données et informations détaillées sur celles-ci, les problèmes qu'elles rencontrent et les raisons pour lesquelles on les considère comme des acteurs clés du développement.

4. Une liste des personnes/institutions interrogées, avec leurs adresses, leurs numéros de téléphone et fax, leurs adresses mél (le cas échéant).

5. Bibliographie.

9. Délais

- La version provisoire du rapport et de ses annexes devra être remise dans un délai de trois mois à compter de la signature du contrat par le CTA.
- La version finale du rapport et de ses annexes devra être remise dans un délai de deux semaines après réception des commentaires et observations du CTA.

10. Expertise requise dans le pays enquêté

Les **consultants nationaux** doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou équivalent, et avoir au moins 10 ans d'expérience dans les domaines de l'agriculture, du développement rural ou des sciences sociales / économiques. Ils doivent avoir une parfaite connaissance du secteur agricole de leur pays, ainsi que des principales parties prenantes et institutions / organisations actives dans ce domaine. Des connaissances en sciences de l'information seront un atout supplémentaire. La capacité à communiquer et à rédiger en anglais ou en français est indispensable. La maîtrise d'au moins une des langues locales pour les besoins des échanges et des interviews sera également un avantage.

En plus de disposer des compétences ci-dessus citées, le **coordonnateur régional** devra parler couramment l'anglais et le français, connaître les pays faisant l'objet de cette étude d'évaluation et avoir une expérience avérée dans la coordination d'études menées par plusieurs consultants à la fois, ainsi que dans la production de rapports de synthèse.

La coordination globale de cette étude sera assurée par Melle Christine Webster, responsable adjointe de l'unité Planification et services communs du CTA.

11. Définition des rôles et responsabilités

Coordonnateur régional

- Respecter le calendrier concernant la remise des rapports ainsi que les délais fixés.
- Aider à identifier / examiner les consultants nationaux.
- Assister aux réunions et pré-réunions d'information.
- Étudier les termes of référence.
- Finaliser les questionnaires⁶ et l'approche méthodologique, après avoir consulté comme il se doit l'équipe du CTA.
- Finaliser les notes d'information et les instructions⁷ destinées aux consultants locaux, afin de garantir une application précise et cohérente de la méthodologie convenue pour la collecte de données.
- Répondre aux questions (techniques et d'autre ordre) des consultants locaux.
- Contrôler et fournir l'assistance technique et l'information nécessaires aux consultants locaux pendant la phase d'étude.
- Revoir les rapports préliminaires et leurs conclusions sur le pays et renvoyer les commentaires aux consultants locaux.
- Envoyer au CTA la version finale du projet de rapport pour « feedback ».
- Assurer la coordination et la cohérence des études.
- Préparer le rapport récapitulatif en prenant en compte les conclusions et recommandations de l'ensemble des études par pays (table des matières à approuver).

Consultants locaux

- Respecter le calendrier concernant la remise des rapports ainsi que les délais fixés.
- Assister aux réunions d'information.
- Se familiariser avec les documents de base reçus du CTA, y compris les termes de référence.
- Étudier les documents nécessaires pour préparer le profil du pays, la liste des institutions présentes dans l'agriculture, ainsi que la liste des institutions présélectionnées.
- Effectuer des visites d'étude dans le pays spécifié dans le contrat.
- Mener des interviews et collecter des informations dans le pays spécifié dans le contrat.
- Rédiger les projets de rapport sur le pays concerné et les envoyer au coordonnateur régional pour commentaires et observations.
- Sur la base des commentaires émanant du coordonnateur régional, effectuer des mises à jour et envoyer au CTA un projet de rapport et un rapport final dans les délais impartis.
- Finaliser les études par pays en tenant compte des commentaires et observations reçus du CTA et envoyer le rapport final au CTA.

Rôle du CTA

- Élaborer les termes de référence et préparer les documents de fond nécessaires.
- Nommer le coordonnateur régional et les consultants locaux ACP.
- Préparer les réunions d'information (« briefing ») des consultants et y assister.
- Inviter aux réunions d'information le coordonnateur régional et les consultants locaux.
- Fournir des données au coordonnateur régional pour contribuer à affiner les termes de référence, les questionnaires et les directives pour les consultants, concernant la conduite des interviews et l'élaboration des rapports.
- Fournir des documents de fond pertinents aux consultants locaux et au coordonnateur régional.

⁶ Les documents utilisés dans les précédentes études d'évaluation des besoins sont disponibles et vont nécessiter quelques légères modifications.

⁷ Voir note de bas de page ci-dessus.

- Établir le budget et discuter des obligations contractuelles avec l'équipe de consultants et le coordonnateur régional.
- Être en liaison avec le coordonnateur régional tout au long de l'étude.
- Régler les factures pour les services rendus à temps et si les conditions de paiement sont réunies.
- Garantir la supervision et la réalisation des études.
- Prendre en charge les coûts et frais convenus (billets d'avion aller-retour en classe économique, hébergement à l'hôtel et indemnités journalières durant les réunions d'information ou les visites sur le terrain).
- Faire des commentaires et observations aux consultants locaux sur les projets de rapport.
- Faire des commentaires et observations au coordonnateur régional sur le rapport récapitulatif.

12. Calendrier de mise en œuvre (CTA)

- Préparation/Finalisation des termes de référence ; Identification/présélection des consultants (potentiels) ; Consultation du marché : janvier – avril 2007.
- Sélection des consultants et élaboration des dispositions contractuelles : fin avril – mai 2007.
- Réunion(s) d'information : juillet 2007.
- Début du contrat : juin/juillet 2007.
- Période de mise en œuvre : juin 2007 – mars 2008.
- Fin du contrat : mars 2008.

13. Principaux documents mis à la disposition des consultants

Le/la consultant(e) aura à sa disposition la documentation suivante :

- Accord-cadre de Cotonou ;
- extraits des sections afférentes du Plan stratégique et cadre d'action du CTA (2007-2010) ;
- rapports annuels ;
- documents concernant les thèmes d'information prioritaires identifiés pour la région Afrique ;
- exemples de rapports de synthèse de précédentes études d'évaluation des besoins ;
- documents sur les produits et services fournis par le CTA.

Annexe 2 : Liste des partenaires potentiels recommandés par les Consultants nationaux

	Institutions	Type	R
	1- Union des Riziculteurs du Centre Zou (UNIRIZ-C) 2- Réseau Convivium Nourriture Saine Bénin 3- Centre Coopératif Songhaï Bénin (CCSB); 4- Agence pour la Gestion des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (AGENTIC) ; 5- Centre Communal de Promotion Agricole (CECPA) de Grand Popo; 6- Chambre Nationale d'Agriculture du Bénin (CNAB); 7- Université Catholique d'Afrique de l'Ouest (UCAO) ; 8- Africa Rice Center - ADRAO / WARDA 9- Conseil National des Patrons des Organes de Presse ; 10- Radio Immaculée pour l'émission hebdomadaire « La Graine » 11- Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire 12- Direction de la Programmation et de la Prospective/Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche 13- Direction du Conseil Agricole et de la Formation Opérationnelle (DICAF)	AS-P, RGL ONG ONG GOV GOV, PUB GOV, PUB CCI CNF RGL, PUB AUT PRV GOV GOV GOV	INF, C RUR, RUR INF, V RUR, RUR, INF, C FRM R&D AUT INF, F RUR, PP, IN PP, IN
Faso	1- Fédération Nationale des Organisations Paysannes (FENOP) 2- Institut Africain de Développement Économiques et Social – INADES Formation ; 3- Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN) 4- Programme d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole (PICOFA) 5- Jade Productions-Centre audionumérique	AS-P ONG ONG AUT PRV	INF, F VUL, RUR, AUT INF, F
	1. Direction Générale de l'Agriculture de la Sylviculture et de l'élevage (DGASP), 2. Organisation des associations de Santiago (OASIS) 3. Association pour le Développement Intégré de Santo Antão (ADIS), 4. Institut National de la Recherche et du Développement Agricole (INIDA) 5. Plateforme des ONG	GOV ONG ONG GOV ONG	PP RUR RUR R&D RUR

	Institutions	Type	R
oire	<ol style="list-style-type: none"> 1. Société de Développement des Textiles (CIDT), 2. Association Ivoirienne des Sciences Agronomiques 3. Centre National des Jeunes Agriculteurs 4. Radio Télévision Ivoirienne 5. Université Abobo-Adjamé, 6. Centre National de Recherche Agronomique 7. Agence Nationale d'Appui au Développement Rural 8. Organisation des Volontaires pour le Développement Local 9. Direction des Statistiques, de la Documentation et de l'Informatique 	PRV AUT AS-P OFF EDU PUB PUB ONG GOV	VUL, R&D VUL, INF, F FRM R&D R&D RUR PP, IN
	<ol style="list-style-type: none"> 1. National Agricultural Research Institutes (NARI) 2. Department of Planning (DOP) 3. The Organization of Non Governmental Organization (TANGO) 4. Association for the Advancement of Science and Technology (AASAT) 5. University of The Gambia (UTG) 6. National Farmer's Platform, The Gambia (NFPG) 	PUB GOV ONG AUT EDU AS-P	R&D PP RUR R&D FRM INF, F
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Afram Publications). 2. Radio Peace - Winneba; 3. Royals Radio - Wenchi; 4. Unique Radio - Accra; 5. Radio Ada - Ada; 6. URA Radio - Bolgatanga. 7. Ghana Television (GTV) 8. Graphic Corporation) 9. Adventist Development and Relief Agency (ADRA) 10. National Film and Television Institute (NAFTI) 11. Information Support Unit of the Ministry of Food and Agriculture 	PRV PRV PRV PRV PRV PRV OFF OFF ONG OFF GOV	INF, F INF, F INF, F INF, F INF, F INF, F INF, F INF, F RUR, FRM, INF, F
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Institut de Recherche Agronomique de Guinée 2. Centre National d'Information et de Documentation pour le Développement Rural 3. Agence pour la Commercialisation Agricole 4. Chambre Nationale d'Agriculture 5. Confédération Nationale des Organisations Paysannes de Guinée 6. Service National des Statistiques Agricoles 7. Radio et Télévision de Guinée (RTG) 8. Direction Nationale de la Radio rurale de Guinée 	GOV GOV ONG AUT AS-P GOV OFF GOV	R&D INF INF AUT VUL, INF INF, F INF, F

	Institutions	Type	R
issau	<ol style="list-style-type: none"> 1. Institut National de Recherche Agronomique (INPA) 2. Action pour le Développement (AD) 3. Association pour le Développement Local (AP- RODEL) 4. Institut de la Biodiversité et des Aires Protégés (IBAP) 	<p>GOV ONG ONG ONG</p>	<p>RUR, RUR, RUR, R&D,</p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Ministry of Agriculture 2. Central Agricultural Research Institute (CARI) 3. University of Liberia College of Agriculture and Forestry (CAF/UL) 4. Grand Bassa Agriculture Group (G-BAG) 5. Liberia National NGOs Network LINNK, 6. Daily Observer 7. Star Radio 8. Women & Children Development Organization WOCHIDO 	<p>GOV EDU ONG PRV PRV</p>	<p>PP, R FRM RUR INF, F INF, F</p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'Institut de l'Economie Rurale (IER) 2. Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) 3. Office du Niger 4. Observatoire du Marché Agricole 5. Union des Radios et Télévision Libres du Mali (URTEL) 6. Coopérative Jamana 7. Cinéma Numérique Ambulant (CNA) 8. Fédération des femmes et jeunes ruraux 	<p>GOV GOV RGL GOV RGL ONG OFF AS-F, AS-J</p>	<p>R&D PP, R RUR INF, F INF RUR, INF RUR</p>

	Institutions	Type	R
ie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Cellule de Communication du Ministère du Développement Rural 2. Société Nationale de Développement Rural (SONADER), 3. Chambre de Commerce d'Industries et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM) et son centre de documentation (CIMDET), 4. Direction de la Radio Rurale 5. Direction de la Recherche Agronomique 6. Direction Régionale de la Formation et Vulgarisation (DRFV), 7. Centre National d'Elevage et de Recherche Vétérinaires (CNERV) 8. Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et des Pêches (IMROP) 9. Institut Supérieur d'Enseignement Technique de Rosso (ISET), 10. Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA), 11. Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole de Kaédi (ENFVA) 12. Délégation Régionale du Ministère du Développement Rural - Adrar 13. Délégation Régionale du Ministère du Développement Rural - Assaba 14. Délégation Régionale du Ministère du Développement Rural - Trarza 15. Délégation Régionale du Ministère du Développement Rural - Guidimagha 	<p>GOV OFF CCI OFF GOV GOV GOV GOV EDU GOV EDU GOV GOV GOV GOV</p>	<p>INF RUR INF, F INF, F R&D VUL, R&D R&D FRM R&D FRM RUR RUR RUR RUR</p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Institut de Recherche pour le Développement 2. Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger 3. Observatoire régional de la Filière Oignon en Afrique de l'Ouest et du Centre 4. JDC, 5. ABC Ecologie, 6. CN-RACOM ; 7. Société Nigérienne de Télécommunications 8. Direction de la Voix du Sahel 9. Radio Anfani 10. IPDR, 11. Faculté d'Agronomie – Université de Niamey 12. Centre Régional Agro Hydro Météorologie 13. Cellule de Coordination du Système d'alerte Précoce 14. Centre d'information, de Documentation et d'Etudes Sociales 15. Institut National de la recherche Agronomique du Niger 16. Institut National de la Statistique 17. Stratégie de Développement Rural 	<p>GOV CCI AS-P ONG ONG AUT PUB OFF PRV AUT EDU ONG OFF GOV GOV GOV OFF</p>	<p>R&D RUR, INF, V INF, V RUR AUT INF INF AUT FRM RUR RUR, INF R&D, PP, R</p>

Institutions	Type	R
1. Abia Newspapers	PRV	INF
2. Publishing Corporation,	RGL	INF
3. New Nigerian Newspapers Limited	RGL	INF
4. Plateau Publishing Company	PRV	INF
5. The Guardian Newspapers	PRV	INF
6. Federal Radio Corporation of Nigeria,	OFF	INF
7. Kaduna State Radio Service	OFF	INF
8. Lagos State Radio Service	OFF	INF
9. Idea Builders,	AUT	AUT
10. Centre for Women Empowerment and Poverty Alleviation,	AUT	AUT
11. Ganty's Aid for Widows, Orphans and the Needy	AUT	AUT
12. Community Development Foundation	ONG	RUR
13. National Root Crops Research Institute,	GOV	R&D
14. Lake Chad Research Institute,	OFF	R&D
15. National Animal Production Research Institute,	GOV	R&D
16. National Agricultural Extension and Research Liaison Services,	GOV	VUL,
17. Nigerian Institute for Oceanography and Marine Research	GOV	R&D
18. National Veterinary Research Institute	GOV	R&D
19. Michael Okpara University of Agriculture,	EDU	FRM
20. University of Ibadan	EDU	FRM
21. University of Maiduguri	EDU	FRM
22. All Farmers Association of Nigeria,	AS-P	RUR
23. Abia Chapter	AUT	AUT
24. Premier Seeds	AUT	AUT
25. Zaria and the Nigerian Agricultural, Cooperative and Rural Development Bank, Kaduna	BNQ	RUR

	Institutions	Type	R
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Centre régional africaine de technologie 2. Conférence des Ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'Ouest et du Centre 3. Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricole 4. Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales 5. Groupe de recherche et d'études environnementales (GREEN SENEGAL), 6. Institut sénégalais de recherches Agricoles 7. Réseau d'expertise des politiques agricoles 8. Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest 9. Rural HUB 10. Union des groupements paysans de Méckhé 11. Agence nationale de conseil agricole et rural 12. Centre national de documentation scientifique et technique 13. Direction de l'analyse, de la prévision et des statistiques (DAPS, 14. Institut de technologie alimentaire 15. Fédération nationale des groupes d'intérêt économique de pêche 16. Radio rurale la Côtière 	<p>ONG AUT ONG AUT ONG GOV ONG ONG AUT AS-P OFF GOV GOV OFF ONG PRV</p>	<p>INF, F RUR R&D, RUR R&D R&D, PP, R RUR AUT RUR VUL INF PP, IN R&D RUR INF, F</p>
one	<ol style="list-style-type: none"> 1. The Agricultural Information and Communication Unit of the Ministry of Agriculture and Food Security 2. The National Association of Farmers of Sierra Leone 3. The Institute of Agricultural Research 4. The Rice Research Station 	<p>GOV AS-P GOV GOV</p>	<p>INF, F INF, F R&D, R&D,</p>
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Institution Togolaise de Recherche Agricole 2. Institut de Conseil et d'Appui Technique 3. Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto-développement 4. Institut Africaine pour le Développement Economique et Social - Formation 5. Télévision Togolaise 6. Radio Lomé 	<p>GOV GOV ONG ONG OFF OFF</p>	<p>R&D, R&D, RUR, RUR, INF, F INF, F</p>

Rôle des institutions

Types d'institutions	Rôle des institutions
Association paysanne (y compris les coopératives)	VUL Vulgarisation et animation
Association féminine	INF Services d'information
Association de jeunes	FIN Services financiers
Banque/Organisme de crédit	PP Politique et planification
Chambre de commerce et d'industrie	SP-X Exportateur (produits frais, congelés et secs)
Groupe professionnel	SP-M Produits manufacturés (tanneur, raffineur, embouteilleur, torréfacteur, etc.)
Éducation/Enseignement	SP-P Producteur (commerce agricole, société de pêche)
Département/Service ministériel	SP-F Fournisseur (produits chimiques, semences, etc.)
Media	R&D Recherche et développement
Organisation non gouvernementale	REG Réglementation (mise en conformité, normes)
Entreprise/Société privée	RUR Développement rural
Organisme/Réseau régional	FRM Formation (niveau secondaire, supérieur, et professionnel)
Organisme officiel/Collectivité	COM Commerce, vente (y compris la recherche de débouchés)
Entreprise publique	AUT Autre (précisez)
Autre (précisez)	

Annexe 3 : Liste et adresses des Consultants nationaux

Pays	Noms et Prénoms	Adresse
Bénin	Prosper Mondé	02 BP 2053 Cotonou BENIN Téléphone: +229 9757 9129 E-mail: mondeprosper@gmail.com ou monde_prosper@yahoo.fr
Burkina Faso	Souleymane Ouattara	01 BP 3021 Ouagadougou 01 BURKINA FASO Téléphone: +226 5038 4641 Fax: +226 5038 2325 E-mail: souattara@fasonet.bf
Cap Vert	Abel Monteiro	INIDA Caixa Postal 84 Praia, Republica de Cabo Verde Téléphone: +238 271 1127 E-mail: monteiroabel@hotmail.com
Cote d'Ivoire	Boumi Boniface Bouan	CNRA, 01 BP 1740 Abidjan 01 COTE D'IVOIRE Téléphone: +225 2347 2424 Mob : +225 621 7300 ; E-mail: boniface.bouan@cnra.ci ou bonifacebouan@yahoo.fr
Gambie	Mamadi Baba Ceesay	P.O. Box 786 Banjul THE GAMBIA Téléphone: +220 439 7168 E-mail: ceesaymamadi@yahoo.co.uk ou ceesaymamadi@hotmail.com .
Ghana	Prof. Anaba Alemna	P.O. Box 24 Legon, Ghana Téléphone : +233 21 51 24 08 Email : aalemna@yayoo.com
Guinée Conakry	Saliou Cherif Diallo	B.P. 2767 Conakry GUINEE Téléphone: +224 6029 0285 E-mail: scherifdiallo@yahoo.fr
Guinée Bissau	Mme Jose Maria Araujo	Directrice Service Appui aux Producteurs Bissau Guinée Bissau Téléphone : +245 25 15 73 Email : ruizearaujo@yahoo.br

Pays	Noms et Prénoms	Adresse
Libéria	Arthur Tucker	Director of Communications Ministry of Agriculture P.O. Box 9010 1000 Monrovia – 10 LIBERIA Telephone: +231 6 560962 E-mail: finbenart@yahoo.com
Mali	Jean Ernest Ouédraogo	B.P. 2119 Bamako MALI Téléphone: +223 610 0490 E-mail: nayiki@yahoo.fr
Mauritanie	Mohamed Ahmed Benane	Lot 864 à Ilot V Tevragh Zeina Nouakchott MAURITANIE Téléphone: +222 529 6302 Mobile: 634 0970 E-mail: mabenane@yahoo.fr
Niger	Dan Bakoye Daddy	Secrétariat Exécutif de l'Observatoire Régional de l'Oignon B.P. 323 Niamey NIGER Téléphone: +227 9697 1939 Fax: +227 2073 2008 E-mail: dambakoye@yahoo.fr
Nigéria	Prof. Terry Adekunle Olowu	Department of Agricultural Extension and Rural Development University of Ibadan Ibadan NIGERIA Telephone: +234 80 2341 6281 / 80 3366 0400 Fax: +234 810 3043 E-mail: taolowu@skannet.com
Sénégal	Alassane Diallo	BP 13000 Dakar-Yoff SENEGAL Téléphone: +221 405 7860 E-mail: alassanedial@gmail.com
Sierra Léone	Dr Abdulai Jalloh	Director Institute of Agricultural Research PMB 540 Freetown Sierra Leone Telephone: 232 22 22 33 80 Fax: 232 22 22 34 73
Togo	Bontiébite Badjaré	BP 1163 Lomé TOGO Téléphone: +228 908 8741 E-mail: badjare@yahoo.fr

Annexe 4 : Références bibliographies

- Ahmed Benane, M. Décembre 2008. Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Mauritanie, 131p.
- Alemna, A. & Osei, C. October 2007. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Ghana, 70p.
- Araujo, M. J. M. Juillet 2006 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Guinée Bissau, 71p.
- Badjaré, B. Avril 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Togo, 97p.
- Bouan, B. B. Juillet 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Côte d'Ivoire. 120p
- Ceesay, M. B. July 2008. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Gambia, 86p.
- Centre technique de coopération agricole et rurale 2003. Rapport annuel 2007. Wageningen, Pays-Bas.
- Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA). Novembre 2006. Plan stratégique (2007-2010).
- Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA). ITAD. Janvier 2006
- Daddy, D. B. Avril 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Niger, 151p.
- Diallo, A. Aout 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Sénégal, 204p.
- Diallo, S. C. Juin 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Guinée, 107p
- Gumbs, B. November 2005. Assessment of agricultural information needs in ACP African states – Caribbean: Overview regional report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). 38p
- Jalloh, A. July 2006. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Sierra Leone, 88p
- Kiazolu, J. S. & Tucker, A. R. August 2008. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Liberia, 61p.
- Mondé, P. H. M. Décembre 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Bénin. 218p

- Monteiro, A. R. Novembre 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Cap Vert. 121p
- Olowu, T. A. July 2008. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - West Africa: a report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). Nigeria, 289p
- Ouattara, S. Novembre 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Bénin. 276p
- Ouedraogo, J. E. Novembre 2008 : Évaluation des besoins en information agricole dans les états du groupe Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) – Afrique de l'Ouest : Rapport préparé pour le compte du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Mali, 111p.
- Powell, M. September 2006. Assessment of agricultural information needs in ACP African states – Six post conflict countries in Africa: Overview report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). 50p
- Walton, P. April 2006. Assessment of agricultural information needs in ACP African states - Pacific: Overview regional report prepared for the Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). 28p
-